

**MARDI 19 MAI 2015**

*En route vers le crash économique final.*

- = 10 ans sont nécessaires pour s'adapter au pic pétrolier - rapport Hirsch p.1
- = La plus grande crise de l'eau dans l'histoire des États-Unis risque de provoquer l'effondrement final de notre civilisation !!! p.10
- = Il y a plus de 28.000 \$ de dette pour chaque homme, femme et enfant sur la planète entière!p.17
- = +44,4°C : record de chaleur absolu pour un mois de mai en Europe p.19
- = Placement... [énergie] (Patrick Reymond) p.20
- = Pétrole : un retour aux 100\$ ? Oui mais pas trop tôt ! p.22
- = Emploi, marché boursier, économie : la partie est truquée aux États-Unis (Bill Bonner) p.26
- = On a la preuve : le QE ne sert à rien (Philippe Béchade) p.28
- = Flinguer la classe moyenne : Olivier Delamarche VS Marc Riez p.32
- = Les coffres de la Grèce bel et bien vides p.33
- = LE DÉSASTRE QUI PEUT ENCORE TOUT JUSTE ÊTRE ÉVITÉ p.35
- = NOS AMIES LES BANQUES... p.38
- = « Dans la famille «contents d'eux», je demande... Manu ! » p.42
- = L'Iran revient sur le marché pétrolier européen p.47
- = Comment mettre fin aux cycles économiques... et à la liberté (Chris Powell) p.50



## 10 ans sont nécessaires pour s'adapter au pic pétrolier - rapport Hirsch

Archives du web 14 avril 2010 Contreinfo.info

[Officiellement, le pic pétrolier (pétrole conventionnel) a eu lieu en 2008 selon l'AIE (agence internationale de l'énergie). Lequel des scénarios (1, 2 ou 3 ci-dessous) a-t-il été mis en application? Aucun. Même pas le scénario 1. Rien. Imaginez maintenant les conséquences. Ce sera brutal et soudain. Par contre, personne ne sait que nous subissons maintenant, aujourd'hui (en 2015) les conséquences du pic pétrolier. Comme il n'y a plus de croissance économique réelle (98% de l'argent dans le monde est virtuel. Voir Olivier Berruyer sur les-crisis.fr à ce sujet) nous compensons avec une stagnation économique par le crédit. Il ne peut plus y avoir de croissance économique il n'y a plus l'énergie (pétrole surtout) pour la faire (voir Jean-Marc Jancovici sur manicore.com).]

En 2005, le Département de l'Énergie américain publiait une étude sur le pic pétrolier réalisée sous la direction de Robert Hirsch, un spécialiste des questions de l'énergie. « Le pic pétrolier confronte les USA et le monde à un problème de gestion des risques sans précédent », avertissait-il, qui requiert le démarrage d'un « programme d'adaptation en urgence », nécessitant au

moins une dizaine d'années d'efforts intensifs et des investissements considérables sur l'efficacité énergétique, la production des carburants de substitution et le renouvellement des parcs de véhicules avant que les résultats se fassent sentir, tant le défi posé est d'ampleur considérable. Dans l'un des trois scénarios étudié par Hirsch, où le pic survient avant qu'aient été entrepris les efforts de reconversion, il prévoit un « déficit important de carburant durant plus de deux décennies. » Dans ce cas, « les coûts économiques, sociaux et politiques seront sans précédents ». --- Le pic pétrolier n'est pas une hypothèse d'école, mais une certitude géologique. Les politiques, qui se sont laissé bercer par les messages autrefois rassurants de l'AIE, n'ont semble-t-il toujours pas pris la mesure de la tâche. Faut-il s'en étonner ? Ni les dirigeants ni les experts n'avaient non plus compris à quel point le « modèle » économique en vigueur ces dernières années était vicié. C'est pourtant un effort comparable à celui de la conversion à une économie de guerre qui attend nos sociétés. L'élément déterminant, en la matière, c'est le temps, l'anticipation. Faute d'une évaluation claire des enjeux et d'une planification volontariste à marche forcée, nous nous précipitons dans le mur. Contre Info.



**Departement de l'Energie - Pic de la production pétrolière mondiale : impacts, adaptation et gestion du risque - résumé**

**Par Robert L. Hirsch, Roger Bezdek, Robert Wendling, février 2005**

Le pic mondial de production de pétrole confronte les États-Unis et le monde à un problème de gestion des risques sans précédent. A l'approche du pic, le prix des carburants liquides et la volatilité des cours vont augmenter considérablement, et, en l'absence de mesures d'adaptation prises en temps opportun, les coûts économiques, sociaux et politiques seront

sans précédents. Des options d'adaptation viables existent à la fois en ce qui concerne l'offre et la demande, mais pour qu'elles aient un impact significatif, elles doivent être mises en oeuvre plus d'une décennie avant le pic.

En 2003, le monde a consommé un peu moins de 80 millions de barils de pétrole par jour (Mb/j) La consommation des États-Unis avoisinait les 20 Mb/j, dont les deux-tiers dans le secteur des transports. Les États-Unis ont une flotte d'environ 210 millions d'automobiles et de véhicules légers (fourgonnettes, pick-up et SUV). L'âge moyen des automobiles des États-Unis est de neuf ans. Dans des conditions normales, le remplacement de seulement la moitié du parc automobile nécessiterait 10 à 15 ans. L'âge moyen des véhicules légers est de sept ans. Dans des conditions normales, le remplacement de la moitié de ce parc demanderait de 9 à 14 ans. Bien que des améliorations significatives dans l'efficacité de la consommation de carburant soient possibles dans ces gammes de véhicules, toute solution supportable en termes de coût pour la mise à niveau de ce parc prendra intrinsèquement beaucoup de temps, ce qui nécessitera plus d'une décennie pour réaliser d'importantes améliorations de l'efficacité globale de la consommation de carburant.

Outre la découverte de nouveaux gisements pétroliers, il existe des solutions dans le secteur privé permettant d'augmenter les approvisionnements pétroliers et la production de carburants liquides de substitution :

- 1) Une amélioration du taux de recouvrement (Improved Oil Recovery) peut légèrement augmenter la production des gisements existants : l'une des techniques les plus efficaces est celle de la récupération assistée des hydrocarbures (Enhanced Oil Recovery), qui peut contribuer à modérer le déclin de la production dans les gisements ayant dépassé leur pic de production

2) le pétrole lourd des sables bitumineux représente une grande ressource de pétrole de qualité moindre, aujourd'hui essentiellement extraite au Canada et au Venezuela : ces ressources sont capables d'importantes augmentations de production ;.

3) La liquéfaction du charbon est une technique bien connue de production de carburants de substitution propres à partir des abondantes réserves de charbon mondiales, et enfin,

4) des carburants de substitution propres peuvent être produits à partir du gaz naturel, mais l'exploitation de cette ressource est en concurrence avec la demande croissante de gaz naturel liquéfié dans le monde. Toutefois, une contribution d'envergure mondiale de ces options nécessitera de 10 à 20 ans d'efforts accélérés.

Faire face au pic mondial de production pétrolière sera une tâche extrêmement complexe, nécessitant littéralement des trillions de dollars et exigeant de nombreuses années d'efforts intenses. Pour explorer ces difficultés, trois scénarios d'adaptation ont été analysés :

• Scénario I : l'action n'est pas engagée avant l'apparition du pic.

• Scénario II : l'action est engagée 10 ans avant le pic.

• Scénario III : l'action est engagée 20 ans avant le pic.

Attendre l'apparition du pic pour débiter un programme d'action d'urgence se traduit par un déficit important de carburant durant plus de deux décennies.

Débiter un programme d'action d'urgence 10 ans avant le pic améliore considérablement la situation mais laisse encore un déficit de carburant durant environ une décennie après le pic

Débiter un programme d'action d'urgence 20 ans avant le pic semble donner la possibilité d'éviter un déficit de carburant durant pour la période étudiée. [1]

Dans le cadre de cette analyse les estimations des contributions possibles de chaque option d'adaptation ont été étudiées en se basant sur une mise en œuvre d'urgence des programmes d'adaptation.

Notre approche a été simplifiée afin de rester claire et de faciliter la compréhension. Nos estimations sont approximatives, mais l'enveloppe de l'adaptation requise qui en résulte est considérée comme fournissant une indication de la réalité de cette énorme entreprise. La conclusion inévitable est que plus d'une décennie sera nécessaire pour mettre en œuvre les efforts collectifs à même de produire des résultats affectant de façon significative l'impact sur l'offre et la demande mondiale de carburants liquides.

Les observations et conclusions importantes de cette étude sont les suivantes :

1. Le moment où le pic de production mondiale de pétrole aura lieu

n'est pas connu avec certitude. Un problème fondamental pour la prévision du pic pétrolier est celui de la mauvaise qualité des données sur les réserves de pétrole et des préoccupations politiques qui en biaisent éventuellement la sincérité. Certains experts estiment que le pic pourrait se produire bientôt. Cette étude indique que « bientôt » se situe dans les 20 ans à venir.

Table I-1. Predictions of World Oil Production Peaking

<u>Projected Date</u>	<u>Source of Projection</u>
2006-2007	Bakhitari
2007-2009	Simmons
After 2007	Skrebowski
Before 2009	Deffeyes
Before 2010	Goodstein
Around 2010	Campbell
After 2010	World Energy Council
2010-2020	Laherrere
2016	EIA (Nominal)
After 2020	CERA
2025 or later	Shell
No visible Peak	Lynch

*Estimations (en 2005) de la date du pic : année et source*

2. Les problèmes liés au pic de la production mondiale de pétrole ne seront pas temporaires, et l'expérience des « crises énergétiques » du passé ne fournira que relativement peu d'indications. Le défi posé par le pic pétrolier mérite une attention sérieuse et immédiate, afin que les risques soient bien compris et que les politiques d'atténuation soient entreprises à temps.

3. Le pic pétrolier va provoquer un grave problème pour le secteur

du transport. Ce ne sera pas une « crise de l'énergie » au sens habituel où ce terme a été utilisé.

4. Le pic se traduira par des cours du pétrole nettement plus élevés, ce qui entraînera des difficultés économiques prolongées aux États-Unis et dans le monde. Toutefois, les problèmes ne sont pas insolubles. Des mesures d'atténuation agressives, prises en temps opportun, traitant à la fois du problème de l'offre et de la demande, seront requises.

5. Dans les pays développés, les problèmes seront particulièrement graves. Dans les pays en développement les problèmes du pic sont potentiellement bien pires.

6. L'adaptation nécessitera un minimum de dix ans d'intenses et coûteux efforts, car l'ampleur des mesures d'adaptation pour les carburants est en soi considérable.

7. Bien qu'il soit essentiel d'accroître l'efficacité énergétique des consommations finales, cette mesure à elle seule ne sera ni suffisante, ni suffisamment rapide pour résoudre le problème. La production de grandes quantités de carburants de substitution sera nécessaire. Un certain nombre de technologies commercialisables ou quasi-commercialisables de production de carburants de substitution sont actuellement disponibles pour le déploiement, de sorte que la production de grandes quantités est réalisable avec la technologie existante.

8. L'intervention des gouvernements sera nécessaire, car faute de

quoil les impacts économiques et sociaux du pic pétrolier provoqueraient le chaos. Les expériences des années 1970 et 1980 fournissent des exemples importants pour guider les actions du gouvernement et déterminer ce qui est souhaitable et ce qui ne l'est pas, mais le processus ne sera pas aisé.

L'adaptation au pic de production mondial de pétrole conventionnel relève d'un problème de gestion du risque classique :

- une adaptation débutée rapidement peut se révéler prématurée, si le pic intervient bien plus tard.
- Si le pic est imminent, l'absence de mesures d'adaptation en temps voulu pourrait être extrêmement préjudiciable.

Une gestion prudente des risques exige la planification et la mise en œuvre des mesures d'adaptation bien avant le pic. Des politiques précoces d'adaptation seront presque certainement moins coûteuses que si elles sont mises en œuvre tardivement. Une caractéristique unique du problème du pic pétrolier mondial tient à l'incertitude du calendrier, en raison de l'insuffisance des données sur les réserves de par le monde et de leur biais potentiel. En outre, le signal de l'arrivée du pic peut être obscurci par la nature volatile des cours du pétrole. En raison de l'immense impact économique potentiel du pic pétrolier et de l'ampleur des incertitudes relatives à toutes les facettes du problème, il est essentiel de disposer d'études quantitatives détaillées pour lever ces incertitudes et explorer les stratégies d'adaptation.



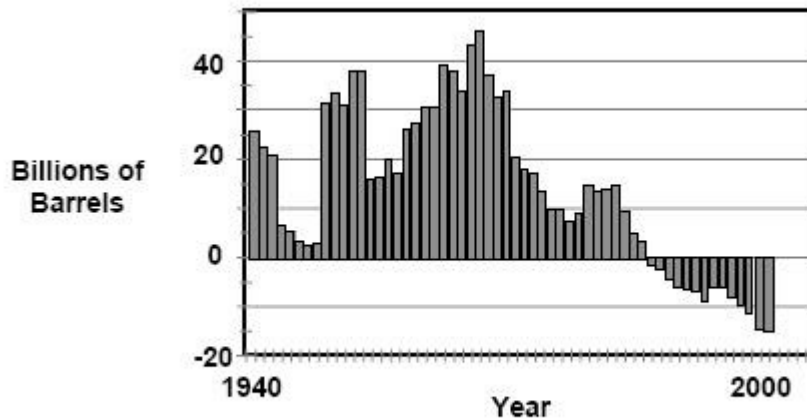


Figure II-1. Net Difference Between Annual World Oil Reserves Additions and Annual Consumption

### *Solde entre la consommation pétrolière et les découvertes*

Le but de cette analyse était d'identifier les problèmes critiques liés à la survenue du pic pétrolier mondial et aux mesures d'adaptation. Nous avons beaucoup simplifié la complexité dans le but de fournir une analyse claire. Néanmoins, notre étude n'est ni simpliste ni sommaire. Nous sommes conscients du fait que lorsque les prix du pétrole grimperont de façon spectaculaire, les conséquences sur la demande et l'économie qui apparaîtront alors modifieront nos hypothèses simplificatrices. L'examen de ces rétroactions sera une tâche ardue, mais qui devra être entreprise.

Notre étude nécessitait que nous fassions un certain nombre d'hypothèses et d'estimations. Nous reconnaissons que des analyses approfondies peuvent donner des résultats différents.

Néanmoins, cette analyse démontre clairement que la clé de l'adaptation au pic de production mondiale du pétrole sera la construction d'un grand nombre d'installations de production de carburants de substitution, couplée à des

augmentations significatives de l'efficacité énergétique des transports. Le temps nécessaire pour s'adapter à un pic de production pétrolière mondial se mesure sur une échelle de temps en décennies. Les infrastructures de production concernées sont importantes et coûteuses en capital. Il reste à déterminer quand et comment les gouvernements décideront de s'attaquer à ces défis.

L'accent mis sur les technologies d'adaptations commercialisables ou quasi-commercialisables existantes montre qu'un certain nombre de technologies sont actuellement prêtes pour une mise en œuvre complète et rapide. Notre analyse ne visait pas à se limiter en la matière. Nous pensons que les recherches futures fourniront des options d'adaptation supplémentaires, certaines pouvant-être meilleures que celles que nous avons considérées. De fait, il conviendrait d'accélérer les recherches menées par le public et le privé sur les technologies d'adaptation. Toutefois, le lecteur doit comprendre que ces recherches permettant de commercialiser les nouvelles technologies prennent du temps, dans le meilleur des cas. De ce fait plus d'une décennie de déploiement intense serait nécessaire pour obtenir un impact à l'échelle mondiale, en raison de l'ampleur de la consommation de pétrole mondiale.

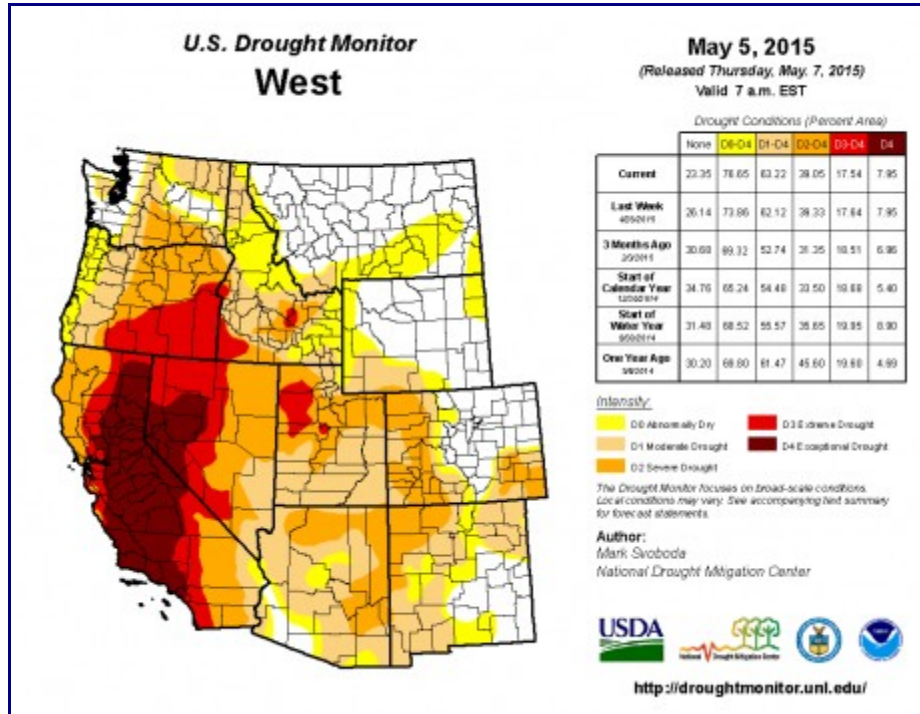
En résumé, le problème du pic de production mondial de pétrole conventionnel ne ressemble à aucun autre de ceux rencontrés par les sociétés industrielles modernes. Les défis et les incertitudes doivent être bien mieux compris. Il existe des technologies permettant de s'adapter à ce problème. Une gestion décisive du risque, *en temps opportun*, est fondamentale.

## **La plus grande crise de l'eau dans l'histoire des États-Unis risque de provoquer l'effondrement final de notre civilisation !!!**

Blog de la résistance et [ZeroHedge](#) 18 mai 2015

**[Serait-ce le « flocon de neige de trop » qui causerait l'avalanche comme**

## L'explique Jim Rickards?]



Chers lecteurs ce qui se passe est ahurissant , et je vais vous expliquer l'affaire de A à Z (oui Z c'est moi) et là vous risquez de bondir de votre fauteuil (ou chaise, ou bondir tout court ..) : en fait quand les Européens sont arrivés en Amérique si il n'y avait personne en Californie, ce que entre nous j'ai toujours trouvé louche (avec le fait qu'il n'y avait que quelques tribus d'indiens sur un si large territoire, et pas partout, c'était assez localisé ...) c'est car ce fut longtemps un désert .Hé bien vous savez quoi : c'est en train de le redevenir .

En fait, comme précisé dans l'article, » le 20e siècle a été le plus humide pour l'ouest de l'Amérique du Nord en environ 1000 ans » : toute la pluie tombée ce siècle qui correspond au début de la conquete de l'ouest est un fait exceptionnel dans l'histoire de l'ouest américain, et non LA NORME .

LA NORME est que l'ouest fonctionne par super cycles climatiques, et que c'est un désert pendant de longues périodes de temps, et de temps à autre, comme au 20e s , la pluie y tombe exceptionnellement, ce qui a permis de faire de la Californie le grenier à fruits et légumes des US .

Hors il y a maintenant plus de 50 millions de californiens qui vivent dans ce qui est fondamentalement en train de redevenir un désert ...

Résultat : la sécheresse risque de durer des centaines d'années dans ce

nouveau super cycle climatique qui a démarré en Californie .

Oui vous lisez bien, j'en ai déjà beaucoup parlé citant ZH, voir des milliers d'années !!!!

Et je ne parle même pas de l'Arizona et du Nevada , de villes comme Las Vegas et tant d'autres villes construites au milieu de RIEN, du désert ...

La catastrophe qui se prépare d'ici un an (plus d'eau d'ici un an en Californie je le rappelle ) est absolument monumentale : imaginez, déplacer 50 millions de californiens, plus bientôt ceux du NEVADA et d'ARIZONA , sachant qu'après il n'y aura plus assez d'eau pour tous les américains, du moins ... en Amérique !

Chers lecteurs, les guerres de l'eau vont commencer et celle des ressources qui s'épuisent va s'accélérer : tout est prêt pour un overshoot aux états unis (effondrement de la population qui se heurte au manque de ressources, stoppant sa croissance et amorçant son déclin)

Il faut bien mesurer ce que tout cela signifie : finalement c'est mère nature qui est en train de provoquer l'effondrement de notre civilisation, ce qui passera par un effondrement économique aux US d'ici un an donc, avec des mouvement de populations jamais vus dans l'histoire humaine, une population qu'il faudra bien recaser quelque part ...

Hé oui, personne ne s'attendait à ce que ça vienne de là. La plus grande crise de l'eau dans l'histoire des États-Unis risque FORTEMENT de provoquer l'effondrement de notre civilisation, par un effet Domino : une telle situation créerait directement un gigantesque effondrement économique d'abord aux US, puis dans le monde.

Sans compter la catastrophe humanitaire de grande ampleur du à l'épuisement des ressources en eau, les migrations massives des populations, et les 1eres guerres de l'eau . On entrerait clairement dans une autre époque, menant inévitablement à un overshoot au niveau mondial.

Et dans ces conditions, normal que l'armée américaine se prépare au pire , avec des opérations comme ... Jade Helm . Z

====

Lisez bien ce papier de Zero Hedge :

Qu'allons-nous faire une fois que toute l'eau aura disparu ?

A cause de la pire sécheresse depuis plus de 1000 ans, le tiers ouest du pays est confronté à la plus grave crise d'eau que les Etats-Unis n'a jamais vu. Le lac Mead est maintenant au plus bas niveau qu'il ait jamais été depuis que le barrage Hoover a été terminé dans les années 1930 ; des restrictions d'eau obligatoires ont déjà été mises en œuvre dans l'État de Californie , et il y a déjà de nombreux cas de gens qui volent de l'eau dans certains des domaines les plus durement touchés .

Mais ceci est juste le commencement.

À l'heure actuelle, dans une tentative désespérée de maintenir quelque peu des niveaux «normaux» d'activité, l'eau est pompée dans la moitié occidentale de la nation à un rythme absolument stupéfiant. Une fois que les eaux souterraines irremplaçables seront épuisées , c'est là que la réelle crise va commencer. Si cette sécheresse pluriannuel s'étend et devient une « mégasécheresse » à propos de laquelle beaucoup de scientifiques mettent maintenant en garde, la vie telle que nous la connaissons dans une grande partie du pays va être fondamentalement transformée et des millions d'Américains peuvent être forcés à trouver un autre endroit pour vivre .

Autrement dit, ce n'est pas une sécheresse normale. Ce que la moitié occidentale de la nation connaît en ce moment est très inhabituel. En fait, les scientifiques nous disent que la Californie n'a pas vu quelque chose comme cela depuis au moins 1200 années ...

En Analysant les anneaux des arbres qui remontent à 800 Apres JC – une époque où les Vikings étaient en maraude en Europe et où les Chinois inventaient la poudre à canon – il n'y a aucune période de trois ans où les précipitations en Californie ont été aussi basses et ses températures aussi chaudes comme ils l'ont été de 2012 à 2014, selon ce que les chercheurs ont constaté.

Une grande partie de l'état de Californie était avant un désert, et une grande partie redevient maintenant un désert . La même chose peut également être dite pour une grande partie de l'Arizona et du Nevada . Nous ne devrions jamais avoir construit des villes massives, tentaculaires comme Las Vegas et Phoenix, au milieu du désert. Mais le 20e siècle a été le plus humide pour l'ouest de l'Amérique du Nord en environ 1000 ans, et nous nous avons été bercé dans un faux sentiment de sécurité.

À ce stade, le niveau d'eau dans le lac Mead a atteint un record de faiblesse , et les autorités ont prévenu que le rationnement officiel de l'eau pourrait bientôt commencer à la fois pour l'Arizona et le Nevada ...

Le lac Mead, le plus grand réservoir aux États-Unis, a atteint son niveau le plus bas jamais enregistré. Nourrissant la Californie, le Nevada et l'Arizona, il peut contenir un ahurissant 35 kilomètres cubes d'eau. Mais c'était il y a de nombreuses années, car il était à pleine capacité, et la situation ne fait qu'empirer avec le temps.

« Nous sommes seulement à 38 pour cent de remplissage . Le lac Mead n'a pas été aussi bas depuis que nous avons commencé à le remplir dans les années 1930 » , a déclaré un porte-parole de l'US Bureau of Reclamation à Las Vegas.

Si le niveau continue à devenir beaucoup plus faible – et avec l'été qui approche et le manteau neigeux disponible pour le réapprovisionnement en diminution, ce qui semble assez probable – le rationnement officielle débutera pour l'Arizona et le Nevada .

Et saviez-vous que le puissant fleuve Colorado n'atteint même plus l'océan ? Plus de 40 millions de personnes dépendent de cette seule rivière, et parce que le Colorado est en train de mourir lentement une énorme quantité d'eau est pompée de la terre dans une tentative folle de continuer à travailler comme d'habitude ...

Le fleuve Colorado fournit actuellement de l'eau à plus de 40 millions de personnes de Denver à Los Angeles (ainsi que Las Vegas, Phoenix, Tucson, San Diego, Salt Lake City, Albuquerque et Santa Fe, des villes qui ne se trouvent pas directement sur la rivière) . Selon une étude récente , 16 millions d'emplois et 1,4 billion de dollars d'activité économique annuelle dans l'Ouest dépendent du fleuve Colorado. Comme la rivière se dessèche, les agriculteurs et les villes se sont tournés vers le pompage des eaux souterraines. Pendant seulement les 10 dernières années, le bassin du Colorado a perdu 15,6 miles cubes de subsurface d'eau douce , un des chercheurs a qualifié ça de « choquant. » Une fois qu'une pénurie officielle sera déclarée, les agriculteurs de l'Arizona vont augmenter

leur taux de pompage encore plus , anticipant l'effet d'une forte limitation.

Le même genre de chose se passe dans la partie centrale du pays. , où les agriculteurs pompent l'eau de l'aquifère d'Ogallala qui diminue rapidement, si vite qu'une crise majeure dans les années à venir est pratiquement garantie ...

Plus à l'est, l'aquifère d'Ogallala sous les High Plains est également en baisse à cause du trop plein de demande. Lorsque le Dust Bowl (la sécheresse ndlr)na dépassé les Grandes Plaines dans les années 1930, l'Ogallala qui n'avait été découvert que récemment, n'avait été exploité seulement que pour aider à soulager la sécheresse. Mais l'irrigation à pivot central à grande échelle a transformé la production agricole dans les plaines après la Seconde Guerre mondiale, permettant des cultures gourmandes en eau comme le maïs et la luzerne pour nourrir le bétail.

Mais une grave sécheresse menace les plaines du sud à nouveau, et l'eau est substantiellement pompée du sud de l'aquifère Ogallala. Le nord de l'Ogallala, qui fut trouvé près de la surface dans le Nebraska, est alimenté par les eaux de ruissellement provenant des rivières dans les Rocheuses. Mais plus au sud, au Texas et au Nouveau Mexique, l'eau se trouve à des centaines de pieds au-dessous de la surface, et ne le recharge pas. Sandra Postel a écrit le mois dernier que le niveau de l'eau de l'aquifère d'Ogallala dans le Texas a chuté jusqu'à 15 pieds dans la dernière décennie, avec plus des trois quarts de cette perte étant venue pendant la sécheresse des cinq dernières années. Une récente étude de l'Université d'Etat du Kansas a dit que si les agriculteurs du Kansas gardaient l'irrigation au rythme actuel, 69 pour cent de l'aquifère d'Ogallala aura disparu dans 50 ans.

À une certaine époque, la plupart d'entre nous ont pris l'eau



complètement pour acquis.

Mais maintenant qu'elle est en train de devenir « le nouveau pétrole », les gens commencent à regarder l'eau très différemment. Malheureusement, ceci [comprend aussi les voleurs](#) ...

Avec l'état de Californie embourbé dans sa quatrième année de sécheresse et une réduction obligatoire de 25 pour cent la consommation d'eau, les rapports de vol de l'eau sont devenus monnaie courante.

En Avril, L' [Associated Press](#) a rapporté que d'énormes quantités d'eau ont disparu du Delta de Sacramento-San Joaquin et une enquête de l'État a été lancée.

Le delta est un organe vital de l'eau, servant 23 millions de Californiens ainsi que des millions d'hectares de la ferme, selon l' [Association des agences de l'eau de la Californie](#) .

L'AP [a rapporté](#) en Février qu'un certain nombre de propriétaires à Modesto, en Californie, ont été condamnés à une amende 1500 \$ pour avoir prétendument volé l'eau d'un canal. Dans un autre cas, les voleurs dans la ville de San Juan du Nord ont volé des centaines de gallons d'eau d'un réservoir de service d'incendie.

Vous vous demandez si, bien sûr, cette crise de l'eau émergente va affecter profondément notre approvisionnement alimentaire. Plus de 40 pour cent de tous nos fruits et légumes sont cultivés dans l'État de Californie, cette sécheresse va finir par frapper chacun d'entre nous au portefeuille d'une manière ou d'une autre.

Et cette crise de l'eau n'est pas la seule menace majeure auquel notre approvisionnement alimentaire est confronté à l'heure actuelle. Une épidémie terrible de la grippe aviaire a déjà tué [plus de 20 millions de dindes et de poulets](#) , et le prix des œufs [a déjà augmenté sensiblement](#) ...



Le coût d'une cartouche de gros oeufs dans le Midwest a bondi de près de 17 pour cent à 1,39 \$ la douzaine contre 1,19 dollars a la mi-Avril, lorsque le virus a commencé à apparaître dans les troupeaux de poulets de l'Iowa et les agriculteurs ont abattu leurs troupeaux pour contenir toute propagation.

Une beaucoup plus grande augmentation a émergée pour les oeufs utilisés comme ingrédients dans les produits transformés comme le mélange à gâteau et la mayonnaise, qui représentent la majorité de ce que produit l'Iowa. Ces oeufs ont bondi de 63 pour cent à 1,03 \$ la douzaine contre 63 cents au cours des trois dernières semaines, a déclaré Rick Brown, vice-président senior d'Urner Barry, une firme d'analyse du marché des produits de base.

La plupart d'entre nous sont habitués à penser les États-Unis comme un pays de ressources apparemment sans fin, mais maintenant nous commençons vraiment à nous cogner contre certaines de nos limites.

Malgré toute notre technologie, la vérité est que nous sommes encore très dépendants des conditions météorologiques qui produisent la pluie et la neige pour nous.

Pendant des années, j'ai mis en garde que les conditions du « Dust Bowl » (grande sécheresse) reviendraient sur la moitié ouest du pays, et à cause de cette sécheresse multi-annuelle, nous pouvons maintenant voir tout cela se produire lentement tout autour de nous.

Et si cette sécheresse continue , les choses vont devenir pire que cela.

Bien pire.

<http://www.zerohedge.com/news/2015-05-14/greatest-water-crisis-history-united-states>

– resistanceauthentique

## **Il y a plus de 28.000 \$ de dette pour chaque homme, femme et enfant sur la planète entière....!**

**Par Michael Snyder Qui perd gagne Posted on 18 mai 2015**

***Le ratio de la dette au PIB pour le monde entier est de 286 %***

**Il y a plus de 28.000 \$ de dette pour chaque homme, femme et enfant sur**

## **la planète entière.**

- Et depuis près de 3 milliards de ces personnes survivent avec moins de 2 dollars par jour.

## **Le montant total de la dette sur notre planète a augmenté de 142 trillion de dollars à la fin de 2007 à 199 trillion dollars aujourd'hui.**

- Ceci est la plus grande montagne de la dette dans l'histoire du monde, et ces chiffres signifie que nous sommes dans un état bien pire que ce que nous étions juste avant la dernière crise financière.
- Juste avant la dernière récession, **la dette nationale des États-Unis** était d'environ 9 trillion de dollars ....Aujourd'hui, elle a franchi les 18 trillion de dollars .

## **Les États-Unis ne sont pas le seul qui est coupable.**

- Les niveaux d'endettement ont augmenté dans toutes les grandes économies depuis 2007.

Sept ans après l'éclatement d'une bulle du crédit mondial qui a entraîné la pire crise financière depuis la Grande Dépression, la dette continue de croître.

En fait, plutôt que de réduire l'endettement , toutes les grandes économies ont aujourd'hui des niveaux plus élevés de leur emprunt par rapport au PIB qu'ils ne l'avait en 2007.

Cela pose de nouveaux risques pour la stabilité financière et risquent de saper la croissance économique mondiale.

## **Ce qui est surprenant est que la dette a en fait augmenté le plus en Chine.**

- La dette totale de la Chine est passée de 7 trillion de dollars en 2007 à 28 trillion de dollars aujourd'hui.
- **La dette de la Chine a quadruplé depuis 2007.**
- **A 282 % du PIB, la dette de la Chine est plus grande que celle des États-Unis ou de l'Allemagne.**
- Trois évolutions sont potentiellement inquiétant: la moitié de tous les prêts sont liés, directement ou indirectement, à la surchauffe du marché immobilier de la Chine,aux comptes bancaires non réglementée pour près de la moitié des nouveaux prêts
- La dette de nombreux gouvernements locaux est probablement

insoutenable.

- Cependant, le gouvernement de la Chine a la capacité de renflouer le secteur financier si une crise de la dette liée à la propriété se développait.
- Le défi sera de contenir les augmentations futures de la dette et de réduire les risques d'une telle crise, sans mettre les freins sur la croissance économique.

## **Une bulle financière géante se constitue et son explosion produira un réveil douloureux a Wall Street**

- **La situation actuelle est bien pire qu'en 2000 ou 2007, et avec des taux d'intérêt proches ou à zéro, les banques centrales ont déjà utilisé leurs munitions.**
- De plus, la dette totale, notamment l'endettement des gouvernements, est beaucoup plus élevé que jamais auparavant .
- **Mais pour le moment, la bulle ridicule du marché boursier continue.**
- Malheureusement, la vérité est que Wall Street se dirige vers un réveil très douloureux.
- **Ce que nous vivons en ce moment est la plus grande bulle financière de tous les temps.**
- **Ce qui se dessine va être le plus grand krach financier de tous les temps.**
- **les 199.000.000.000.000 dollars de la dette sont sur le point d'éclater**, et la douleur de cette catastrophe seront ressentis par chaque homme, femme et enfant sur la planète entière.

## **+44,4°C : record de chaleur absolu pour un mois de mai en Europe**

**Actualités - Mise à jour le mardi 19 mai 2015 par [La Chaîne Météo](#)**

Le sud de l'Europe a vécu une canicule historique cette semaine. Les températures ont dépassé les 40°C dans le sud de l'Espagne. L'Espagne détient maintenant le nouveau record mensuel européen de chaleur absolu pour un mois de mai.

## CANICULE EN ESPAGNE

Nouveaux records en mai 2015



	Nouveau	Ancien
Carcaixent	44,4 °C	41,3 °C
Valence	42,6 °C	36,2 °C
Cordoue	41,2 °C	40,2 °C
Séville	40,8 °C	39,1 °C

Crédit : La Chaîne Météo

Jusqu'à avant ce début mai 2015 exceptionnel autour de la Méditerranée occidentale, le record de chaleur pour un mois de mai en Europe était de 41.7°C à Andujar en Espagne le 17 mai 2006. Mai 2015 a débuté par une première vague de chaleur inédite sur la Méditerranée occidentale : ainsi, le 6 mai dernier, cet ancien record mensuel européen a été battu en Sicile, avec 41.9°C à Catenanuova.

Mais jeudi dernier (14 mai), la chaleur est encore montée d'un cran. De l'air saharien est remonté sur l'Espagne. En conséquence, l'ancien record de chaleur mensuel européen (41.9°C à Catenanuova le 6 mai dernier) a été à nouveau battu dans plusieurs villes espagnoles, qui ont aussi pulvérisé leur précédent record de chaleur pour un mois de mai (voire pour un mois de juin, comme à Lanzarote dans les Canaries). Dans certaines villes les anciens records ont été pulvérisés de 2 à 3°C par rapport aux anciens, et jusqu'à 6°C de plus à Valence (42,6°C contre 36,2°C).

## Placement... [énergie]

Patrick Reymond 19 mai 2015

"Heu ... 10 000 euros, ça en paie des années d'abonnement et de consommation d'électricité. Et ses propres panneaux, combien en faut-il, on les met où ? et les règles d'urbanisme ? Et les batteries murales de Tesla, des

modèles lithium du type de celles qui explosent, brûlent ou intoxiquent dans les Boeing ?".

Chaque année, il y a des voitures qui brûlent, des fours qui explosent, et de manière générale, toute construction humaine est susceptible de dysfonctionner. Ou d'avoir un accident.

12 000 euros pour les panneaux, et 3000 pour une batterie, ça fait du 15 000 euros. ça donne un ordre de grandeur. Et un rendement financier pas négligeable.

Pour ce qui est du rendement, en 2020, quand le prix aura baissé de moitié, et que celui du KWh aura été multiplié par deux, on ne se posera même plus la question.

A l'échelle des siècles, tout est un éternel rebâti. Les cités de Troie, qui s'empilent les unes sur les autres se retrouvent sur tous les sites urbains anciens.

Les panneaux, ça se met sur les toits, les miens (thermiques), ne me dérangent pas trop, et même pas du tout, et ceux que j'installais il y a 25 ans, pour le compte d'EDF (photovoltaïque), étaient, pour cette firme, rentables. En effet, toujours moins chères que les lignes électriques, fort coûteuses, qu'elles évitaient.

Autre rappel, une très vieille loi économique, dénotée par la dispute entre Jean Bodin et Jean de Malestroit, au XVI<sup>e</sup> siècle, et qui déboucha sur la création des sciences économiques : les prix des produits baissent, sur longue période, quand la production se généralise et s'affine.

"Climat : « [Le 100 % renouvelable](#) en France est possible et s'imposera »". Bien sûr, c'est très facile de dire, pour NS qu'Elon Musk est un pauvre, un pauvre quoi, déjà ? Beaucoup pensent la même chose de NS. Je n'apprendrais rien à personne.

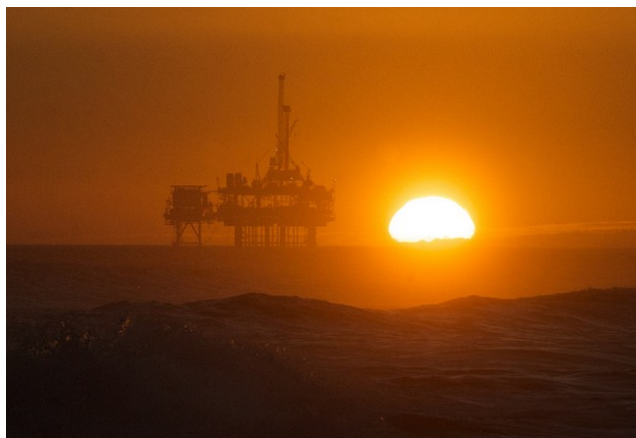
Dois je rappeler qu'au XVIII<sup>e</sup> siècle, les prototypes de machines anglaises sont restées des prototypes pendant 50 ans, jouets coûteux de gosses riches. Pour l'énergie solaire, l'AIE s'est trompée, en 2006 d'un facteur 20.

Qu'on me dise maintenant que ce n'est pas encore assez rentable, d'accord. Mais le coup de l'accident, c'est croquignol. En effet, il ne faut donc plus prendre le moindre transport, risque exagéré.

# Pétrole : un retour aux 100\$ ? Oui mais pas trop tôt !

Par Aymeric de Villaret. Publié le 19 mai 2015 dans [Énergie Contrepoints](#)

L'Arabie Saoudite joue un jeu risqué, qui vise à décourager les investissements dans le gaz de schiste. Peut-elle y arriver en maintenant les prix bas pour les dix ans à venir ?



Plateforme pétrolière en Californie

Un baril à 100\$ à nouveau, est-ce possible ? L'OPEP vient de dire non ... L'organisation continue sa guerre des prix ... La volonté de l'organisation ne serait-elle pas de continuer à pousser sa production, de manière à ce que les prix ne remontent pas trop et ainsi décourager toute volonté à l'huile de schiste américaine de revenir ?

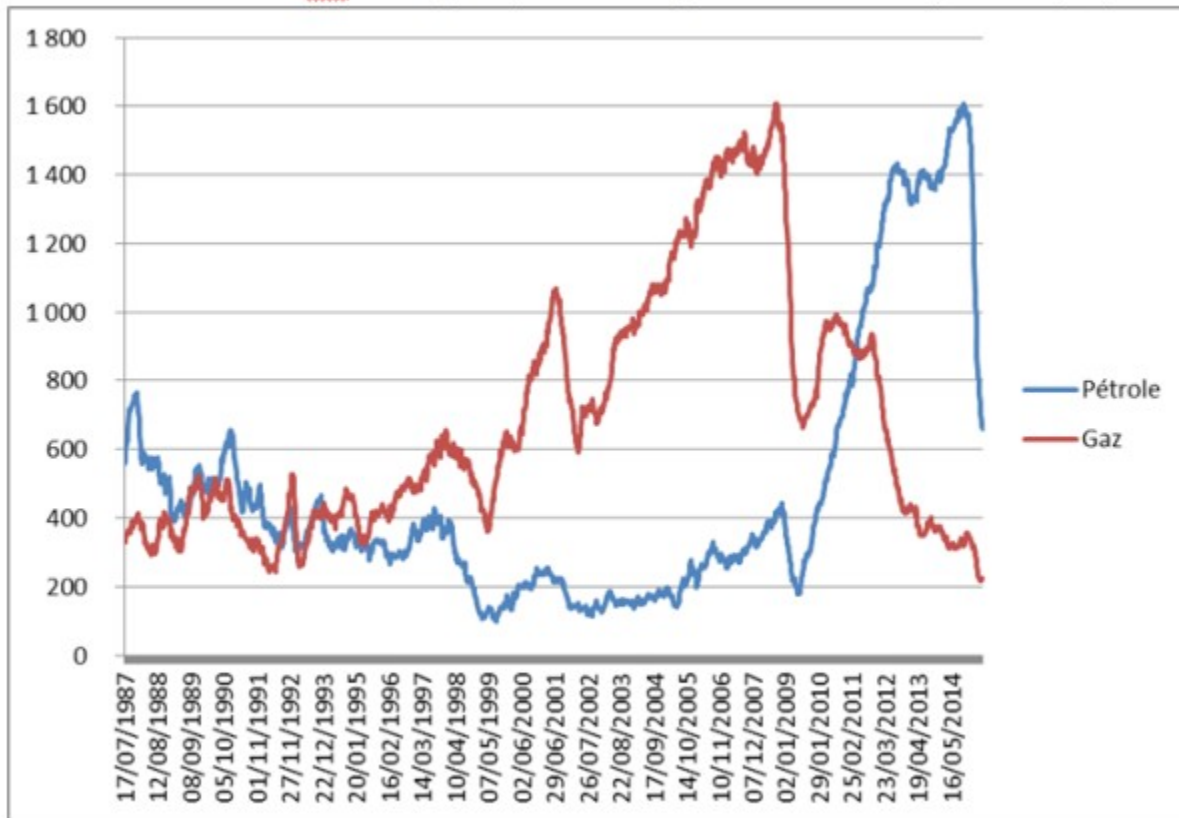
Dans ces conditions, la réunion de l'OPEP du 5 juin ne devrait être qu'une confirmation de celle du 27 novembre. Dans notre papier du 3 mai, nous écrivions : [La stratégie saoudienne marche](#) ! Oui, elle marche, mais elle marche trop bien !

Du coup, les cours du baril remontent et les conséquences sont que la « douleur » supportée par les producteurs d'huile de schiste américains risque de ne pas avoir duré très longtemps... Et le risque pour l'OPEP est que la bataille engagée n'aura pas été suffisante. Alors, les producteurs américains, plus ou moins persuadés que la baisse de fin 2014 début 2015 n'aura été qu'un épiphénomène, repartiront de plus belle dans leurs développements.

Baisse des rigs de forage, stagnation de la production américaine de pétrole

...

## Evolution du nombre de rigs de forage de pétrole et de gaz aux Etats-Unis depuis 1987 jusqu'au 15/05/2015



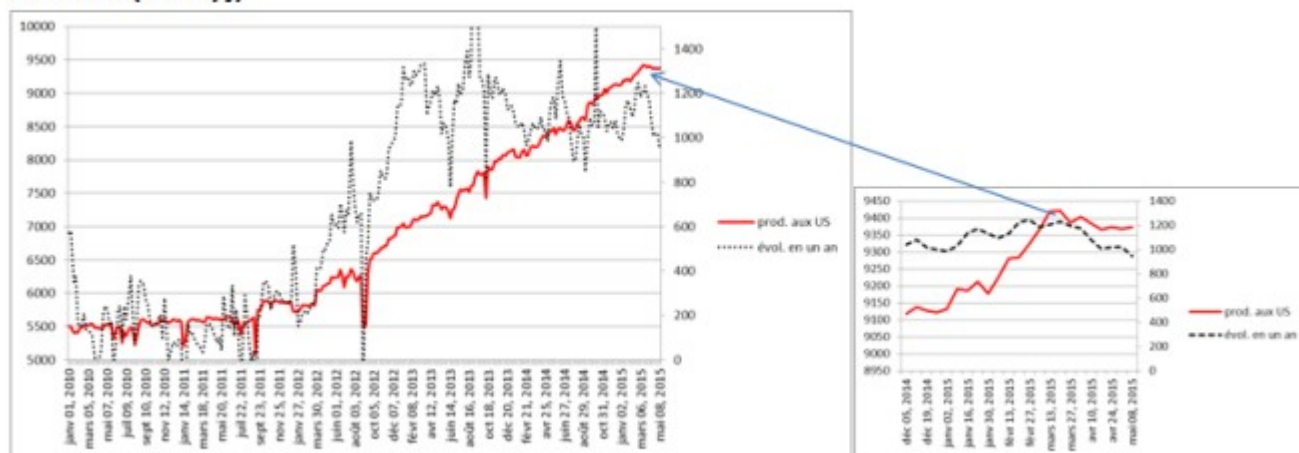
Source : EIA

Evolution du nombre de rigs de forage de pétrole et de gaz aux Etats-Unis depuis 1987 jusqu'au 15 mai 2015 (Crédits Aymeric de Villaret, tous droits réservés)

Le nombre de rigs continue de baisser mais à une vitesse moins importante pour la dernière quinzaine (de 679 à 650 pour le pétrole du 1 au 15 mai, et de 734 à 679 la quinzaine auparavant).



## Evolution de la production de pétrole américaine depuis 2010 jusqu'au 8 mai 2015 et variation annuelle (en kb/j)



Source : EIA

Evolution de la production de pétrole américaine depuis 2010 jusqu'au 8 mai 2015 et variation annuelle (en kb par jour) (Crédits Aymeric de Villaret, tous droits réservés)

Quant à la production de brut américain, elle stagne depuis quelques semaines et la hausse par rapport à celle de l'année précédente est maintenant inférieure à 1 Mb/j.

New-well production per rig by region			Production by region			
Region	Oil production thousand barrels/day			Gas production million cubic feet/day		
	May 2015	June 2015	change	May 2015	June 2015	change
Bakken	1,298	1,267	(31)	1,529	1,499	(30)
Eagle Ford	1,690	1,643	(47)	7,486	7,405	(81)
Haynesville	58	58	-	7,034	7,034	-
Marcellus	57	57	-	16,716	16,737	21
Niobrara	427	411	(16)	4,630	4,565	(65)
Permian	2,049	2,056	7	6,442	6,436	(6)
Utica	64	65	1	2,460	2,509	49
<b>Total</b>	<b>5,643</b>	<b>5,557</b>	<b>(86)</b>	<b>46,297</b>	<b>46,185</b>	<b>(112)</b>

Source : EIA

Production de pétrole brut américain (Crédits EIA, tous droits réservés)



Quant au mois de juin, il devrait indiquer, pour les bassins d'huile de schiste, une baisse avec cependant une stabilité pour le bassin « Permian » qui est le plus productif des États-Unis. Il en était de même en mai.

## La peur de l'OPEP

Oui, cela peut paraître étonnant mais malgré ce ralentissement de la production américaine, nous pensons que l'OPEP craint que le baril ne soit pas resté bas assez longtemps et son message de « non-retour aux 100\$ pour la décennie » apparaît comme un moyen de contre-carrer tout désir de remontée trop rapide des cours du baril.

## La production de l'OPEP et notamment de l'Arabie Saoudite aux plus hauts

Le rapport de l'AIE (Agence Internationale de l'Énergie) publié la semaine dernière montre bien que l'OPEP n'a pas encore gagné et surtout que l'Arabie Saoudite continue de produire le maximum qu'elle peut et cela malgré le fait que le Brent soit encore sous les 70\$/baril.

### OPEC Crude Production

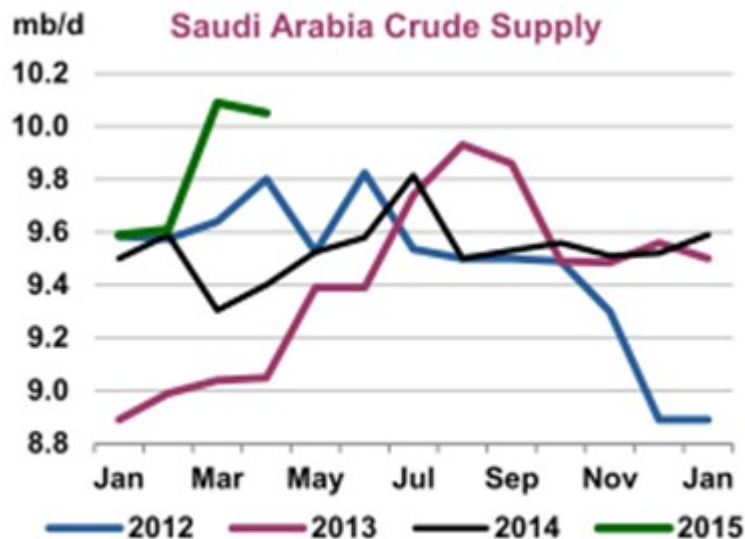
(million barrels per day)

	Feb 2015 Supply	Mar 2015 Supply	Apr 2015 Supply	Sustainable Production Capacity <sup>1</sup>	Spare Capacity vs Apr 2015 Supply	1Q15 Average Crude Supply
Algeria	1.10	1.12	1.11	1.14	0.03	1.11
Angola	1.79	1.76	1.68	1.80	0.12	1.77
Ecuador	0.53	0.55	0.55	0.57	0.02	0.55
Iran	2.84	2.79	2.88	3.60	0.72	2.82
Iraq	3.32	3.70	3.80	3.73	0.00	3.49
Kuwait <sup>2</sup>	2.80	2.80	2.80	2.82	0.02	2.80
Libya	0.29	0.48	0.52	0.50	0.00	0.37
Nigeria	1.83	1.74	1.80	1.92	0.12	1.81
Qatar	0.67	0.68	0.69	0.70	0.01	0.67
Saudi Arabia <sup>2</sup>	9.71	10.19	10.10	12.34	2.24	9.87
UAE	2.84	2.84	2.84	2.90	0.06	2.84
Venezuela <sup>3</sup>	2.38	2.40	2.44	2.49	0.05	2.39
<b>Total OPEC</b>	<b>30.10</b>	<b>31.05</b>	<b>31.21</b>	<b>34.51</b>	<b>3.39</b>	<b>30.49</b>
<i>(excluding Iraq, Nigeria, Libya and Iran)</i>					<b>2.55</b>	

1 Capacity levels can be reached within 30 days and sustained for 90 days.

2 Includes half of Neutral Zone production.

3 Includes upgraded Orinoco extra-heavy oil assumed at 440 kb/d in April



Sources : rapport AIE Mai 2015

## Conclusion

Oui, les cours du brut ont bien remonté et les niveaux actuels donnent un souffle d'air à beaucoup de pays producteurs de pétrole (et de gaz) tels la Russie (le rouble s'est d'ailleurs revalorisé), le Brésil.

Certains producteurs d'huile de schiste américains ont d'ailleurs profité de ce rebond du baril pour couvrir une partie de leurs productions futures à des prix de vente plus élevés. Ainsi, la douleur n'a pas été très (trop ?) forte ...

Aussi même si certains pays au sein de l'OPEP prêchent pour une baisse de production de la part de ses membres, il est difficile d'imaginer les pays du Golfe et notamment l'Arabie Saoudite arrêter aujourd'hui une bataille qui commence si bien.

L'Arabie Saoudite a su imposer ses vues lors de la réunion de l'OPEP du 27 novembre. On la voit difficilement céder lors de la prochaine réunion le 5 juin. La production d'huile de schiste américaine ne repartira vraiment que si les producteurs ont la conviction que le baril restera élevé pendant un certain temps. Le rôle de l'Arabie Saoudite n'est-il donc pas de ne pas donner ces espoirs ?

## Emploi, marché boursier, économie : la partie est truquée aux Etats-Unis

19 mai 2015 | [Bill Bonner](#) | [La Chronique Agora](#)

- L'âge et la trahison triompheront toujours de la jeunesse et de l'habileté.

C'est du moins ce qu'il semble.

Lors de notre [discours à la Promotion 2015](#), nous avons laissé de côté plusieurs aspects importants.

Le paysage de l'emploi, par exemple, est plus sombre que nous l'avons dit. Or priver les jeunes d'emploi, c'est comme priver un panda de pousses de bambou : c'est tout ce qu'ils ont. Les personnes plus âgées peuvent surveiller la croissance de leur portefeuille boursier, leur immobilier et leurs obligations. Un jeune ne peut que surveiller les offres d'emploi... et espérer un coup de chance.

En 2000, le ratio de personnes ayant un emploi par rapport à la population en âge de travailler a atteint un sommet de 56% aux Etats-Unis. Depuis, il n'a pas cessé de chuter — il est aujourd'hui à 46%. Dans la mesure où la population américaine en âge de travailler compte environ 200 millions de personnes, ça suggère qu'il y a environ 20 millions de personnes de moins ayant un emploi aujourd'hui qu'au début du siècle.

Et devinez qui sont ces gens ? Des gens qui ont toutes leurs dents, tous leurs cheveux et toutes leurs cellules grises.

Depuis le plus bas de la crise de 2009, seul un groupe a vu son taux d'emploi croître — les personnes âgées de 55 ans et plus. Dans toutes les autres tranches démographiques, l'emploi a baissé.

#### ▪ Une question de génération

Pourquoi ? Les nouvelles entreprises embauchent des jeunes. Les vieilles entreprises embauchent des vieux. Imaginez une nouvelle entreprise — Uber, Snapchat ou Pinterest — recrutant des travailleurs aux cheveux gris. Cela n'arrivera pas. Ils ne seraient pas à leur place.

*Moins de nouvelles entreprises, ça signifie moins de places pour de nouveaux travailleurs*      Toutefois, le taux de lancement d'entreprises a chuté à pic. Moins de nouvelles entreprises, ça signifie moins de places pour de nouveaux travailleurs.

Les plus âgés pourraient également vouloir prendre leur retraite et laisser ainsi la place à des travailleurs plus jeunes... mais ils ne peuvent pas se le permettre. Ils subissent la pression de leur propre économie. Ils doivent désormais garder leur emploi aussi longtemps qu'ils le peuvent.

Les jeunes se retrouvent donc sans aucun moyen d'accéder ne serait-ce qu'au

bas de l'échelle. Pour avancer, dans le monde de l'entreprise/de l'emploi, il faut commencer. Ensuite, on travaille dur... on apprend... et on grimpe les échelons.

Mais aujourd'hui, les jeunes tournent en rond, perdant leur temps à l'université, travaillant dans des fast-foods et des parkings en attendant une vraie opportunité.

Ensuite, il est trop tard. Ils se rendent à un entretien, âgés de 25, 30 ou 35 ans, et les employeurs veulent savoir ce que diable ils ont fait ces dernières années. Bref, il se peut qu'ils n'accèdent jamais au premier échelon, n'apprennent jamais un vrai métier et ne soient jamais en mesure de jouer leur rôle dans l'économie adulte et imbibée de dette de la classe moyenne.

### ▪ **Riches/pauvres... vieux/jeunes**

*Les seniors sont devenus plus riches ; les jeunes sont devenus plus pauvres* Ce n'est là qu'une seule des manières par lesquelles la génération précédente a truqué le jeu en défaveur des jeunes. Vous avez sans doute entendu parler de la manière dont l'économie financiarisée favorise les riches au détriment des pauvres. On pourrait tout aussi bien dire qu'elle privilégie les vieux au détriment des jeunes. Les actifs ont pris de la valeur. Pas les emplois. Les revenus stagnent depuis une génération, tandis que les plus-values ont grimpé en flèche. Les seniors sont devenus plus riches ; les jeunes sont devenus plus pauvres.

En 2013, par exemple, on trouvait 50 millions de personnes aux Etats-Unis qui ne gagnaient en moyenne que 6 000 \$ par an. Qui étaient-ils ? Dans une très large proportion, des jeunes.

C'est là que les choses deviennent intéressantes. L'"économie financière" — en gros, la valeur des actions et des obligations — a été multipliée par 15 durant la dernière génération, passant de 6 000 milliards de dollars à 95 000 milliards de dollars. Qui possède des actions et des obligations ? Les jeunes ?

Les actifs financiers, c'est ce que les personnes âgées, ayant un bon carnet d'adresses, du succès et du savoir-faire possèdent. Les jeunes gens n'ont pas grand'chose, à part leur propre temps.

Lorsqu'on se lance dans la vie, on doit échanger son temps et son énergie contre de l'argent, et ainsi accumuler petit à petit des actifs financiers. Il faut une économie où l'on peut travailler... et gagner de l'argent. Mais cette

économie — l'économie du travail et des salaires — n'a été multipliée que par cinq sur la même période (telle que mesurée par le PIB).

“La sphère financière”, explique David Stockman, “occupait 212% du PIB en 1981... à présent, [elle] pèse 537%”.

Les vieux barbons se sont bien mieux débrouillés que les moins de 30 ans. Tandis que l'emploi a tout juste augmenté, la valeur des actions d'entreprises américaines a été multipliée par 28 depuis le gouvernement Carter.

N'était-ce qu'un accident ? N'était-ce qu'une économie de marché honnête faisant son travail ?

Non : la partie était truquée... comme nous vous le montrerons demain.

## **On a la preuve : le QE ne sert à rien**

19 mai 2015 | [Philippe Béchade](#) | [La Chronique Agora](#)

▪ Les taux longs ont fini par plafonner vendredi dernier — après avoir retesté des seuils clé remontant à fin novembre 2014.

Des records annuels ont été inscrits : 1,05% sur l'OAT, 0,8% sur les Bunds, 2,30% sur les T-Bonds, plus de 2% sur les BTP italiens (2 350 milliards d'euros d'encours, le premier gisement de bons du Trésor du Vieux continent). Ils avaient été établis une semaine auparavant du fait de la résurgence d'anticipations inflationnistes ; l'intervention de Mario Draghi le jeudi 14 à Washington n'avait apporté qu'un répit éphémère dans le processus de dégradation affectant les marchés de taux depuis le 17 avril dernier.

L'argument du retour des “pressions inflationnistes” n'est à notre avis pas pleinement convaincant, même si le baril de pétrole a repris plus de 33% sur ses planchers en deux mois. L'enchaînement des mauvais chiffres conjoncturels aux Etats-Unis écarte en effet le risque d'une flambée du WTI au-delà des 62,5 \$ dans l'immédiat.

Alors reste évidemment l'aléa géopolitique que personne ne maîtrise... mais les dangers potentiels se sont-ils réellement accrus depuis mi-mars ?

*le PIB américain du premier trimestre sera probablement révisé à “moins quelque chose”*

Ce qui est certain en revanche, c'est que le PIB américain du premier trimestre sera probablement révisé à “moins quelque chose” (c'est Goldman

Sachs qui l'affirme et c'est déjà acté dans les esprits). C'est en tout cas ce que préfigure le cinquième repli consécutif de la production industrielle (-0,3%) et la chute de la confiance des consommateurs du Michigan pour le mois de mai, à 88,6 après 95,9, déjouant un consensus de 96.

Il suffirait peut-être de cesser de regarder dans le rétroviseur pour se rassurer... Sauf que ce n'est justement pas possible : il y a le plongeon (de 88,8 vers 81,5) du sous-indice des anticipations des consommateurs américains concernant la situation économique au cours des prochaines semaines.

Ce genre de désillusions a longtemps été un cocktail gagnant pour les marchés obligataires qui redoutaient plus que tout des signes de robustesse de la croissance pouvant déboucher sur une normalisation de la politique monétaire des banques centrales. Or sans qu'elles aient à aucun moment indiqué aux marchés qu'un changement de stratégie se justifiait (Mario Draghi martèle au contraire que son QE ira à son terme et même au-delà), les taux longs viennent d'intégrer l'équivalent de trois tours de vis de 25 points de base en trois semaines.

\* Les banques sont privilégiées...

Les dénégations de Mario Draghi ne dissipent pas le malaise. Son collègue allemand Jens Weidman, patron de la Bundesbank, ne cesse de répéter depuis l'automne dernier que le risque de déflation invoqué par la BCE est imaginaire et que le quantitative easing lancé en février est "inutile et dangereux".

Même le plus "neuneu" des Bisounours reconnaît aujourd'hui que le principal but du QE est d'abord d'enrichir les banques en leur rachetant au prix fort les bons du Trésor accumulés depuis 2012 au plus fort de la crise.

Mario Draghi était tenu d'honorer sa promesse sous peine de perdre toute crédibilité et de faire exploser le système. Cela valait bien de sacrifier la notion de "marché" et d'instaurer une fixation artificielle du prix des actifs financiers à la soviétique.

La BCE, l'acheteur unique depuis 2010 en réalité, paye de retour ses complices et ses obligés... mais au sommet de la bulle. Tous les citoyens — qui ont déjà été appelés en garantie en 2009 pour sauver les banques systémiques — sont en droit de se demander pour quel motif et avec quel

argent Mario Draghi récompense à coups de centaines de milliards les coupables de la crise de 2008.

Ne cherchez pas. Comme Simone Wapler l'a abondamment démontré (n'hésitez pas à commander son livre sur le sujet, [Pouvez-vous faire confiance à votre banque ?](#)), le jour où les choses tourneront mal, c'est dans votre épargne et sur vos comptes en banques — remplis de liquidités purement numériques — que la BCE viendra se servir pour échapper à la faillite... au prétexte de sauver une fois de plus cet euro qui nous asphyxie depuis 15 ans.

*Les pertes moyennes sur les portefeuilles de bons du Trésor souverains atteignent -3,8% à -4% en moins d'un mois* En ce qui concerne les plus-values mirobolantes promises par la BCE aux banques, sachez qu'elles peuvent fondre à une vitesse étourdissante. Les pertes moyennes sur les portefeuilles de bons du Trésor souverains atteignent -3,8% à -4% en moins d'un mois, soit 340 à 350 milliards d'euros d'encours évaporés.

C'est encore marginal en comparaison des 20% de gains engrangés depuis mi-mai 2014... mais ces gains n'auraient jamais dû exister et n'existeraient pas sans les centaines de milliards de dollars, yens, livres sterling et euros sortis des imprimantes des banques centrales.

Plus cet argent s'empile dans le bilan des banques, moins il circule dans l'économie réelle. La vitesse de rotation de la masse monétaire M1 et M2 (liquidités + crédits à court terme + instruments remboursables sous 36 mois) est au plus bas aux Etats-Unis depuis... 1959 !

\* ... et l'économie réelle souffre

La trappe à liquidités est de dimension mondiale ; l'argent échangé entre les différents agents économiques est en phase de contraction — même si la distribution de crédit a connu une phase d'expansion significative au mois d'avril aux USA. Les Américains reprennent en effet du crédit pour rembourser d'autres crédits (prêts étudiants, prêts automobiles etc., qui sont devenus les subprime des années 2010/2015)... Mais cela ne préfigure pas de réel regain de consommation, comme le démontre la stagnation observée en avril.

En ce qui concerne l'aphorisme "les prix baissent mais le coût de la vie augmente", la publication des chiffres d'inflation (PPI) aux Etats-Unis

pourrait revêtir une importance majeure si le core rate se maintient sur une trajectoire positive.

Si c'est le cas, alors l'inflation est bien de retour. Si ce n'est pas le cas... tous les QE — y compris celui de la BCE — sont un échec et n'engendrent que des bulles d'actifs de plus en plus déconnectées de l'économie réelle.

*M. Tout-le-Monde commence à s'agiter*

M. Tout-le-Monde commence à s'agiter, toutefois. Les salariés allemands, par exemple, demandent des hausses de salaires de 5% pour 2015 et une réduction du temps de travail de 39 à 37 heures. Cela pourrait

bien déboucher sur de l'inflation... mais alors, nul besoin d'assouplissement quantitatif : il suffisait de laisser la pression de la rue déboucher sur des pressions inflationnistes.

C'est une preuve supplémentaire que les QE ne sont conçus, depuis le début, que pour renflouer les banques. Cela en entretenant également un "effet d'exclusion" à l'encontre de l'économie réelle et en encourageant une vampirisation de la richesse par les 1% qui détiennent 80% des actions en circulation.

Cela se matérialise sous forme de rachats de titres à crédit, de versement de dividendes à crédit, d'OPA souvent à caractère fiscal mais qui débouchent dans 100% des cas sur des économies d'échelle détruisant des emplois sans créer un seul centime de PIB supplémentaire.

Ce système est à bout de souffle ; la baudruche obligataire a commencé à se dégonfler le 17 avril dernier... Les banques centrales n'y peuvent rien puisque la seule justification de la hausse était, depuis juillet 2012, la promesse que les actifs vaudraient plus cher le lendemain par le seul prodige des QE.

Mais que valent les actifs lorsque le moteur de la plus-value — sans justification autre que la bonne volonté de l'acheteur unique — s'éteint ?

Rien n'arrêtera le processus d'effondrement du soufflé sous son propre poids. Il y a trop de levier, trop d'acheteurs cyniques prêts à couper leurs positions, voire à tenter "le short du siècle" — de la même façon que Goldman Sachs commença à parier contre les subprime lorsque les prix de l'immobilier cessèrent de monter au début de l'automne 2006.



# Flinguer la classe moyenne : Olivier Delamarche VS Marc Riez

Les Éconoclastes 18 mai 2015

**[Il ne faut pas oublier que la classe moyenne est ce groupe de personnes qui payent presque toutes les infrastructures d'un pays : routes, ponts, écoles, électricité, hôpitaux, justice, sécurité (police, pompiers, armé), fonctionnaires, etc... Les riches sont peut-être riches, mais ils ne sont pas assez nombreux pour tout payer, jour après jour, année après année.]**



<http://bfmbusiness.bfmtv.com/mediaplayer/video/olivier-delamarche-vs-marc-riez-pourquoi-l-economie-americaine-a-t-elle-ralenti-1805-528689.html>

**Où en est la reprise mondiale ?**

**La reprise américaine n'existe pas**

« Il y a bien un moment où il faut penser que quand il n'y a pas de redémarrage de l'emploi, quand il y a de plus en plus de personnes qui n'en ont pas et que les salaires n'augmentent pas » la reprise n'est pas présente.

De plus, la croissance américaine va être revue à la baisse. En effet, les chiffres du commerce extérieur ou encore des ventes au détail, qui rentrent en compte dans le calcul du PIB et qui sont déjà parus ne collent pas avec les +0.2% de croissance annoncée. « Le chiffre sera négatif et même très négatif. »

## **Les moteurs de la reprise se sont éteints**

Le moteur chinois, japonais ou encore européen n'est pas plus allumé que le moteur américain. Cela fait longtemps que les Econoclastes le pointent du doigt, mais les marchés commencent seulement depuis quelques temps à prendre ces choses en compte.

**« Le Japon, je n'en parle même plus, car ils sont déjà au fond du trou »**

## **L'alignement des planètes ne fait plus parler de lui**

« On ne les entend plus ceux qui nous parlaient de la baisse du pétrole comme quelque chose de bon, là depuis que le pétrole a rebondi de plus de 50%. Est-ce que c'est mauvais, est-ce que c'est bon, on ne sait plus trop. »

Concernant la baisse de l'euro face au dollar, l'histoire est la même que pour le pétrole.

## **L'inflation ne revient pas avec les QE**

« Quand vous avez une croissance qui est très faible, quand vous avez des problèmes à n'en plus finir dans la Zone Euro comme la Grèce par exemple, il ne faut quand même pas s'imaginer que vous êtes dans une logique d'inflation. Vous êtes dans une logique de déflation. »

**Le retour de l'inflation via le QE « ça n'a jamais marché, sur aucun QE, nulle part dans le monde. »**

« On est sûr quelque chose qui aujourd'hui n'a pas été une vraie reprise économique. Une vraie reprise économique c'est une reprise de l'emploi, des salaires, parce que sinon ça ne fonctionne pas. [...] La reprise américaine, elle n'a été ni auto-entretenu, ni une croissance forte avec les centaines et les milliers de milliards qui ont été déversés sur la tête de tout le monde. »

**« Aujourd'hui, la seule chose qu'ont réussi à faire les banques centrales c'est flinguer la classe moyenne. »**

## **Les coffres de la Grèce bel et bien vides**



Le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a reproché lundi soir aux créanciers «de ne rien apporter de neuf dans les discussions».

La Grèce menace depuis mars d'un défaut de paiement si ses créanciers ne débloquent pas une nouvelle tranche de prêts, mais pour le remboursement de l'échéance de juin la situation se corse, poussant à un accord très rapide avec les créanciers.

«Il faut un accord immédiatement (...) pour résoudre ces problèmes de liquidité cruciaux», a estimé lundi le porte-parole du gouvernement Gabriel Sakellaridis lors d'un point de presse.

La Grèce attend depuis neuf mois -- soit bien avant l'arrivée du gouvernement Syriza en janvier -- une tranche de 7,2 milliards d'euros (10 millions \$) promise par ses créanciers internationaux, Fonds monétaire international (FMI), Union européenne (UE) et Banque centrale européenne (BCE), dans le cadre des 240 milliards d'aide promis depuis 2010.

Les discussions stagnent car Athènes juge socialement difficiles les réformes du marché du travail et des retraites exigées par les créanciers. Or l'issue de cette confrontation semble proche, car il semble bien ne plus y avoir d'argent dans les caisses de l'État.

Le Premier ministre Alexis Tsipras avait averti par lettre dès le 15 mars la chancelière allemande Angela Merkel de l'urgence pour Athènes d'obtenir ces fonds, en raison des échéances de remboursement à venir d'ici l'été.

Mars et avril s'étaient pourtant passés sans heurt, au point que l'idée d'un bluff d'Athènes était évoqué.

L'inquiétude est repartie ce week-end, avec la révélation d'une nouvelle lettre de M. Tsipras avertissant ses créanciers début mai qu'Athènes ne pourrait pas s'acquitter le 12 mai d'une échéance de 750 millions d'euros au FMI.

Finalement, le gros de la somme avait pu être trouvé dans un fonds d'urgence, et le paiement a été effectué.

**Un mois «très difficile»**

L'échéance de juin concerne 1,5 milliard d'euros à verser au FMI en quatre fois entre le 5 et le 19 juin. Au total Athènes doit rembourser 11 milliards d'euros à ses créanciers entre juin et août, principalement à la BCE.

À Athènes, un expert du dossier souhaitant garder l'anonymat reconnaît que juin sera «très difficile», à partir du 12, alors qu'en avril il était confiant.

Car du 12 au 30 juin, le gouvernement devra aussi renouveler des bons du Trésor pour 5,2 milliards d'euros, et payer les retraites, fonctionnaires et fonds de sécurité sociale (environ 2,2 milliards d'euros).

Les fournisseurs de l'État pourraient être sacrifiés pour gagner un peu de temps.

Personne ne sait ce qui arriverait en cas de défaut de paiement, ce qui serait une première dans un pays de la zone euro. Certains font valoir qu'un petit accident de paiement sur une échéance aurait le mérite de hâter un accord.

Les analystes travaillent aussi sur l'hypothèse d'une émission par Athènes d'IOUs (phonétiquement en anglais «I owe you», «je te dois») des reconnaissances de dette pour payer les dépenses internes, afin de conserver les euros dus aux créanciers, en attendant des jours meilleurs.

Les négociations avancent, mais à petits pas : «Les Grecs sont plus prompts à dire ce qu'ils ne veulent pas qu'à proposer des choses», s'est plaint lundi le commissaire européen à l'Economie Pierre Moscovici.

Le ministre grec des Finances Yanis Varoufakis a au contraire reproché lundi soir aux créanciers «de ne rien apporter de neuf dans les discussions».

Il a aussi déclaré que «les pensions et salaires étaient sacrés (...) une absolue priorité», et qu'il préférerait «un défaut envers le FMI plutôt que sur les salaires».

Selon Jesus Castillo, économiste chez Natixis, «on est toujours dans le bras de fer, mais ça n'aurait pas de sens d'avoir pris tout ce temps et engagé autant d'argent sur la Grèce pour à la fin tout perdre».

Le président de la Commission européenne Jean-Claude Juncker aurait un plan pour en sortir, annonçait lundi après-midi le journal grec To Vima sur son site internet.

Celui-ci consisterait à verser à la Grèce la moitié des 7,2 milliards d'euros, correspondant à la part de l'UE et de la BCE, en laissant de côté les sujets

sociaux contentieux, et en échange d'une adoption avant l'été par le Parlement grec d'un train de mesures fiscales convaincant.

Une porte-parole de la Commission a indiqué «ne pas être au courant», et que la Commission continuait à travailler sur l'hypothèse «d'un accord complet», impliquant notamment le FMI.

## LE DÉSASTRE QUI PEUT ENCORE TOUT JUSTE ÊTRE ÉVITÉ

par François Leclerc 19 mai 2015 Blog de Paul Jorion

À l'approche de l'échéance qui se précise, un désastre est désormais dans toutes les têtes, l'unité de façade qui avait été tant que bien mal préservée ne tenant plus. Le FMI a le premier dévoilé ses batteries, et des rumeurs non établies se multiplient. Il est question d'un plan Juncker d'urgence qui consisterait à verser 5 milliards d'euros à la Grèce en contrepartie de l'établissement d'un taux unique de TVA, en préservant seulement quelques secteurs et un taux de 15 % appliqué pour les paiements par carte bancaire, ainsi que la maintien de la très impopulaire taxe sur l'immobilier. Ces deux mesures seraient censées rapporter la même somme en deux ans, et les discussions sur les autres réformes devraient reprendre une fois ce cap difficile passé. Ce qui ne réglerait donc rien, car les échéances vis-à-vis de la BCE de l'été ne seraient pas couvertes. Le chaud et le froid soufflent, car simultanément l'idée d'un référendum organisé en Grèce reçoit l'appui de Wolfgang Schäuble : il n'y aurait pas mieux à ses yeux que de faire ainsi avaliser une capitulation forcée du gouvernement, les Grecs sommés de choisir entre cela ou une sortie de l'euro qu'ils ne souhaitent pas. À moins qu'ils s'y refusent et prennent la responsabilité de la sortie.

Il est désormais établi que Christine Lagarde aurait été informée par Alexis Tsipras de l'incapacité dans lequel le gouvernement se trouvait de faire face à sa dernière échéance vis-à-vis du FMI, et l'accord de déblocage des réserves grecques a été donné afin de le permettre. Il avait auparavant filtré que le FMI n'était pas prêt à s'engager dans un nouveau programme d'aide financière, puis qu'il pourrait ne pas apporter sa quote-part au dernier versement du second *plan de sauvetage*, toujours en suspens. On avait enfin appris que si le FMI n'était pas par principe opposé à un compromis avec le

gouvernement grec, il y mettait comme condition que les dirigeants européens acceptent en contrepartie le principe d'une décote sur la dette grecque, enfermant ces derniers dans leur intransigeance s'ils ne voulaient pas l'admettre. Faute de celle-ci, le FMI pourrait se retirer séance tenante.

Le FMI considère que, pour que le remboursement de la dette soit crédible, les moyens budgétaires adéquats doivent être réunis, à commencer par les coupes qui sont toujours refusées par le gouvernement grec. Cette logique ne contribue pas à renforcer le camp des timorés qui souhaitent un compromis sans oser le revendiquer ouvertement, et elle sacrifie à l'idée qu'un remboursement de la dette est possible si les conditions les plus dures l'emportent. Le FMI privilégie tout simplement son propre remboursement, dont les échéances sont plus rapprochées, avant de tirer sa révérence.

Le sommet européen de Riga apparaît cette fois-ci comme étant réellement la dernière chance de trouver un compromis. Pierre Moscovici ne l'annonce pas, qui fait état comme à l'accoutumée du « gros travail » qui reste à accomplir, identifiant comme posant « un gros défi » les réformes du marché du travail et des retraites, travestissant sans vergogne les faits en déplorant que les représentants du gouvernement grec soient « plus prompts à dire ce qu'ils ne veulent pas garder dans le programme qu'à proposer des choses », comme si les éléments de ce programme étaient autre chose que les anciennes exigences de la Troïka que même le gouvernement Samaras avait repoussées. Le principal souci du représentant de la Commission européenne ne semble pas d'aboutir à un accord mais de se décharger avec ses pairs de toute responsabilité, démontrant qu'ils ont du métier à défaut de convictions affirmées !

L'hypothèse de placer les dirigeants grecs devant un ultimatum – qui avait fonctionné lors du *sauvetage* de Chypre – du type « vous acceptez toutes nos conditions ou vous n'aurez rien ! » aurait été étudiée, mais la décision n'en aurait pas été prise, car elle irait à l'encontre du théâtre qui a jusque-là prévalu, avec pour objectif de faire porter sur les Grecs l'entière responsabilité de l'échec des négociations s'il advient.

En tout état de cause, le moment est venu de s'interroger sur les conséquences d'une reddition plus ou moins affirmée du gouvernement grec, faute d'une autre issue. Au plan financier, cela ne se mesure plus en termes d'engagement des banques européennes, depuis que leur exposition a été

réduite aux bons soins de la BCE. Il est par contre au minimum prévisible que le marché obligataire, dont le comportement vient de surprendre en repartant brusquement à la hausse, en subirait les contrecoups. Ce qui alourdirait le poids d'une dette qui ne pourrait plus être refinancée à bas prix sur le marché, au détriment du financement d'une hypothétique relance de l'économie.

Elle aggraverait l'insoutenabilité de la dette grecque, car elle plongerait la Grèce dans une dépression prolongée, et rendrait illusoire la perspective de dégager un excédent budgétaire primaire permettant son remboursement. Et, si une nouvelle aide financière était accordée afin de l'engager, elle ne contribuerait au mieux qu'à stabiliser son montant, tout du moins jusqu'à son épuisement. Le gouvernement grec serait déstabilisé, ne pouvant honorer ses engagements de campagne après avoir du franchir le Rubicon contraint et forcé. Il s'en suivrait une période d'incertitude, mélange de crise sociale et politique aggravées, faisant obstacle à l'application des plans sur la comète européens. Et il n'y a pas de prétendant crédible au remplacement de l'équipe de Syriza si elle quittait le pouvoir, quelles que soient les circonstances d'un tel départ.

Dans ces conditions, il faudrait aussi que la négociation sur la nouvelle aide financière soit très rondement menée, afin qu'elle intervienne à temps pour permettre les remboursements de la BCE qui arrivent à échéance cet été. Et la tentation sera forte, côté grec, de faire cette fois-ci défaut, n'ayant vraiment plus rien à perdre. Avec comme seule bouée de sauvetage des accords économiques avec la Russie et la Chine. Cela devrait faire réfléchir, mais il n'est pas garanti que des dirigeants aveuglés par leurs certitudes ou empêtrés dans leurs intérêts à court terme en soient capables. Ils risquent tout au contraire de faire la démonstration qu'ils ne sont pas à la hauteur de leurs responsabilités, mais qui s'en étonnera désormais ?

Le sort des Grecs n'est pas enviable, mais il pourra toujours faire réfléchir ceux qui voudraient s'opposer à leur politique, peut-il être calculé. Les dirigeants européens n'en sortiront pas pour autant renforcés, pris au piège d'une situation dont ils ne peuvent plus sortir et n'ayant comme seule solution que de repousser au plus tard possible le moment où il sera inévitable de le reconnaître (en espérant ne plus être au pouvoir à ce moment là). Cette cavalerie financière – car il faut bien lui donner son nom – sera

entre-temps devenue un désastre proprement européen, le FMI ayant retiré ses billes pour ne pas y être davantage associé.

Tout va se précipiter.

## NOS AMIES LES BANQUES...

par François Leclerc 18 mai 2015

À l'heure où la Société Générale fait les titres, est-il utile de dresser la liste des grandes banques européennes prises la main dans un sac ou dans un autre ? Il est plus vite fait d'établir celle des banques auxquelles rien n'est reproché ! Car ce sont toujours les mêmes que l'on retrouve dans le collimateur, chaque fois qu'un nouveau scandale apparaît.

Le scandale international du moment concerne toujours les manipulations des transactions sur le Forex, le colossal marché de gré à gré des changes, où elles ne sont pas centralisées. On ne peut qu'estimer le volume de ce haut lieu de la spéculation : 5.000 milliards de dollars quotidiennement, au bas mot.

Les banques se sont prêtées à des manipulations de leurs traders sur les principaux marchés financiers, sans que l'on sache si elles ont simplement fermé les yeux sur leurs agissements ou si elles les ont organisés, attitude répréhensible dans les deux cas. Les amendes continuent donc à pleuvoir, dépassant souvent le milliard de dollars pour chaque banque et n'épargnant pas les établissements européens, qui provisionnent à tour de bras en attendant de nouveaux verdicts.

Aux États-Unis, les autorités judiciaires ne se satisfont plus des « Deferred Procedure Agreements » (DPA), qui permettent aux banques d'éviter de plaider coupable, d'échapper ainsi à des suppressions de licence, et de ne pas prêter le flanc à des actions en justice de clients lésés. Le ministère de la justice réclame dorénavant que les banques reconnaissent leur culpabilité, même s'il est parfois accepté qu'elles biaisent en utilisant des filiales afin de circonscrire les dégâts. Pour les peines de prison infligées à l'encadrement pour délinquance financière aggravée, il faudra encore attendre un peu...

S'ajoutant à des causes réglementaires et de marché, ces amendes contribuent à la chute de la rentabilité des banques. Selon une étude du Boston Consulting Group, le rendement des capitaux propres (ROE) du secteur des



banques de financement et d'investissement est passé de 11 % en 2013 à 7 % en 2014 et pourrait chuter jusqu'à 6 % en 2016, alors que couvrir le *coût du capital* supposerait d'atteindre un ROE de 7 %, selon la même source.

Toutes les banques sont atteintes, et le système bancaire allemand n'y échappe pas. On savait que Commerzbank, la deuxième banque allemande en termes de capitalisation bancaire, était particulièrement mal en point, partiellement nationalisée, bénéficiaire de 18,2 milliards d'aide publique sous diverses formes dès 2008, dotée ensuite d'une bad bank et recapitalisée depuis à cinq reprises. Mais la toute puissante Deutsche Bank, qui revendique sa place au *Top 5* mondial, n'est pas non plus en très grande forme. Elle a ramené à 10 % en 2016 son objectif de ROE, initialement de 12 %, mais comment pourrait-elle y parvenir, son bénéfice net ayant chuté de moitié au premier trimestre de cette année ? Elle a bien levé 12 milliards d'euros sur le marché, mais ils ont servi à éponger les dédommagements et pénalités infligées à sa banque de financement et d'investissement...

Ne pouvant revenir sur le marché après avoir trompé les investisseurs en leur expliquant qu'elle avait l'intention d'investir, la Deutsche va devoir subir une importante cure d'amaigrissement en cédant des activités, ou en se retirant d'autres, afin de faire face à ses besoins financiers et de réduire son exposition, car elle ne pourrait pas en couvrir le risque. Mais les analystes financiers restent sceptiques à propos des effets de ces mesures et du redressement de la banque.

L'exposition des deux grandes banques allemandes à Heta, la bad bank autrichienne de Hypo Alpe Adria qui est virtuellement en faillite, ne va rien arranger. Au passage, les grandes banques autrichiennes sont toutes très exposées à l'Ukraine et à la Russie, ainsi qu'aux Balkans, régions où l'activité économique est stagnante ou déclinante. Les banques régionales allemandes (Landesbanken) sont quant à elles frappées de plein fouet et réduisent leurs bilans. Les plus solides vont devoir se restructurer en se concentrant, et les autres sont condamnées à disparaître, n'ayant pas les moyens d'appliquer le ratio de financement à long terme de Bâle 3. Sans attendre cette échéance de 2019, plusieurs d'entre elles sont fort exposées à Heta, d'autres ayant déjà été renflouées avec des milliards d'euros en raison de la crise du transport maritime.

Comme Commerzbank, elles avaient beaucoup investi dans les crédits

subprimes américains et multiplié les prises de risque, disposant de garanties publiques. Il en a déjà résulté le démantèlement de WestLB, mais ce n'est pas fini : tout le secteur est en péril, à la recherche d'un nouveau modèle d'affaires introuvable. Interrogée par l'AFP à propos de l'état du système bancaire allemand, la Bundesbank chipote pour ne reconnaître que la nécessité en général de trouver un nouveau modèle économique et que « l'emprise politique sur les banques ne va généralement pas dans le sens d'une économie de marché », en référence explicite aux Landesbanken régionales, mais sans les identifier. Au profit de cette démonstration confortant sa théologie, elle tait la situation des deux plus grandes banques privées allemandes.

Pour élargir ce tableau, il n'est pas besoin d'aller du côté des banques espagnoles régionales, les Caixas. Leur écroulement a été évité au prix d'aides financières publiques pour plus de 50 milliards d'euros, de restructurations en série et de ventes, ainsi que par la création d'une bad bank, la Sareb, dont l'État sera plus tard amené à éponger la moitié des pertes, au prorata de sa participation au capital. Ni du côté du Portugal, où la vente de Novo Banco – dont le produit doit permettre de dégager de quoi rembourser l'apport initial en capital public lors de sa constitution – est de ce point de vue mal partie.

Il est encore plus instructif de jeter un coup d'œil en Italie, qui fait l'objet de moins de discussions. Selon la Banque d'Italie, le montant des créances douteuses des banques – résultat d'années de récession – serait toutes catégories confondues de 372 milliards d'euros, dont 187 milliards déclarées irrécouvrables. Une solution est à l'étude, qui pourrait être la création d'une bad bank publique, mais ce serait malvenu par ces temps de *bail-in* (sauvetage ne faisant pas appel aux fonds publics), déjà que les cas espagnols et portugais ne respectent pas les nouvelles règles du jeu affichées pour d'impérieuses raisons politiques. Mais dans cette attente qui s'est installée, les créances douteuses les plus risquées ont progressé de 15,6 % durant les douze derniers mois...

Le sort qui va être réservé à Heta, une fois passé le gel des créances d'un an institué par le gouvernement autrichien, est un autre cas intéressant quant à l'application du *bail-in* dont il est assuré qu'il protège désormais les contribuables, c'est promis ! Rien n'est en effet prévu dans les textes de

l'Union bancaire pour les structures de défaisance (les bad banks). Serait-ce un hasard, à observer comment elles ont finalement poussé comme des champignons ?

Et dans les autres pays, dont la France ? Les banques y sont particulièrement transparentes et ne dissimulent rien, il n'y a aucune raison d'en douter. La manière exemplaire dont Jérôme Kerviel a été jugé est là pour en témoigner, comme cela vient d'être mis en valeur par la fonctionnaire de police intègre qui a mené l'enquête....

## « Dans la famille «contents d'eux», je demande... Manu ! »

Charles Sannat 19 mai 2015

Mes chères contrariennes, mes chers contrariens !

Ha, mon Manu... Oui toi, le Manu de Matignon, je t'aime bien, enfin mon hémisphère gauche t'aime bien... Enfin non, l'hémisphère droit, enfin je ne sais plus trop car on a bien du mal à savoir si tu es de drôte ou de gôche, remarque mon Manu, ce n'est pas pour me déplaire tant les problèmes de notre pays ne sont plus ni de gauche ni de droite mais bel et bien pour tout le monde !!

Mais quand même Manu, je ne pouvais pas laisser passer cette perle rapportée par notre AFP nationale concernant ta dernière intervention.

**Valls : « Notre politique ne sera crédible que quand le chômage baissera »**

Mon pauvre, tu es mal barré alors parce que côté baisse du chômage c'est loin d'être gagné. En plus, s'il faut accueillir les 500 000 migrants venus de Libye comme le souhaite Juncker de la Commission européenne, ça fera autant de postes supplémentaires à trouver. Or disons-le, côté emploi, actuellement c'est la disette. Certains parlent même de famine Manu, et cette famine elle dure depuis 2007.

La population active de France (j'utilise ce terme volontairement car il englobe toutes les palettes de couleurs et de confessions que l'on peut trouver chez nous) fait face à plusieurs phénomènes.

Il y a la mondialisation : l'usine qui ferme ici pour ouvrir en Chine.

Il y a la robotisation/informatisation : on remplace l'ouvrier ou le travailleur par une machine.

Il y a l'immigration : on fait venir une main-d'œuvre généralement beaucoup plus corvéable et connaissant peu ou pas du tout ses droits, on tolère même le travail au noir...

Il y a aussi évidemment les détachements de personnel communautaire : en clair, un petit Polonais pas cher et pas forcément plombier qui vient travailler ici payé au prix de là-bas... Pratique. Peu coûteux. Bien « margeux » pour l'employeur comme disait mon arrière-grand-père radical socialiste.

Enfin, il y a l'arrivée sur le marché du travail, chaque année, de nos jeunes diplômés (ou non !).

Alors côté pression sur l'emploi, les tensions sont multiples et on le voit bien. Il ne s'agit pas de dire c'est bien ou mal. Il s'agit juste de constater ces phénomènes.

L'on considère que l'immigration n'est pas maîtrisable. On considère que la mondialisation n'est pas enrayable. On considère que la robotisation et les progrès sont inéluctables. On pense que la construction européenne est inévitable...

Ce raisonnement – qu'il soit vrai ou pas peu importe puisque c'est actuellement celui qui est appliqué par nos élites – signifie qu'il n'y a rien à faire ou que l'on ne veut rien faire sur les facteurs pesant sur le nombre de postes nécessaires chaque année.

La seule possibilité serait donc d'agir pour que les entreprises créent plus de travail, plus d'emplois. Pourtant, c'est illusoire de croire que l'on puisse inciter des entreprises à créer des emplois quand elles peuvent faire autrement – et c'est logique car la raison d'être d'une entreprise c'est la profitabilité et moins l'on a de salariés plus l'on est profitable et aujourd'hui, on peut entreprendre sans salarié ou presque.

Pour s'en convaincre, il faut rappeler à Manu l'exemple en France de Free et de SFR. 1 500 personnes d'un côté, 15 000 de l'autre. Sans être voyant, sans même une boule de cristal, je peux vous dire que chez SFR, il y aura des plans sociaux.

## **Mais Manu est content !!**

« Manuel Valls persiste et signe : la France est « en train de sortir progressivement des difficultés économiques », a-t-il assuré ce lundi 18 mai sur « France Culture ». Selon l'Insee, la croissance française a bondi de 0,6 % au premier trimestre 2015. « Il faut conforter cette croissance pour toute l'année pour que nous ayons un rythme de croissance autour ou plus de 1,5 % à la fin de l'année, parce que c'est le chiffre qui nous permet de faire baisser le chômage », a-t-il ajouté. « Nous sommes en train d'obtenir des résultats. Mais les Français ne le verront, cette politique ne sera totalement crédible, que quand le chômage baissera », a toutefois ajouté le Premier ministre. »

Manu, voyons, le pétrole a baissé, l'euro a perdu 25 % et la BCE rachète pour 60 milliards d'euros chaque mois d'obligations d'États européens en faillite... Manu, malgré ces éléments exceptionnels, la « croissance » française atteint un pitoyablement pathétique 0,6 %, sans compter que notre déficit est de presque 4 %... En clair, pour faire 1 de croissance, on dépense 4 de nouvelles dettes... Ce n'est pas de la croissance rentable Manu.

« De son côté le ministre des Finances, Michel Sapin, a expliqué dimanche sur « BFM-RMC-Le Point » que cette croissance devait « maintenant » s'inscrire « dans la durée ». Selon lui, « il faut une croissance plus forte en emplois, plus consistante en emplois ». Et d'ajouter : « Je le crois tout à fait possible. Mais il reste un élément décisif (...) il faut que l'investissement des entreprises reparte ». »

Haaa, Sapin a eu des cours d'économie, ça se sent tout de suite. Il faut que l'investissement des « entreprises reparte » ! Eh oui Michel, mais il va repartir l'investissement des entreprises, d'ailleurs elles investissent les entreprises, mais pas en France... à l'étranger, mondialisation oblige. Et puis quand elles investissent, c'est dans des machines et des ordinateurs qui leur permettent de ne pas avoir à recruter.

Nous avons donc à faire à de la croissance au mieux sans emploi... Au mieux parce que lorsqu'il n'y a plus « l'emploi » pour répartir la création de richesses et solvabiliser des consommateurs... eh bien rapidement, il n'y a plus de consommation faute de consommateurs solvables, c'est-à-dire faute de travailleurs rémunérés ayant un emploi... Du coup, il n'y a plus de croissance... Mais Manu, c'est un truc que seuls les sans-dents, comme dirait ton patron, peuvent comprendre.

## Vers la fin du CDI ?

« Manuel Valls a par ailleurs rappelé qu'il ferait « de nouvelles propositions » concernant « l'embauche dans les PME et dans les toutes petites entreprises » au mois de juin. « L'obsession qui est la nôtre, c'est de faire baisser le chômage », a-t-il conclu. Ces propositions seront annoncées dans le cadre d'une conférence thématique portant sur une réforme du contrat de travail pour les petites entreprises. D'après le ministère de l'Économie, ces mesures seront retranscrites dans les textes existants, qui sont actuellement en discussion au parlement. »

Je comprends bien cette volonté de casser le droit du travail. Mais soyons sérieux et pas dogmatiques.

Oui il faut alléger les contraintes pesant sur les employeurs mais licencier, en France, c'est facile lorsque le salarié n'a pas 20 ans d'ancienneté, et les grandes entreprises savent organiser le « turn-over » naturel de leurs troupes avec toute l'hypocrisie du système managérial français.

Mais il faut admettre tout de même que où que vous regardiez, que ce soit en France, en Allemagne, au Royaume-Uni ou aux USA, le niveau d'emploi ne progresse pas du tout. Le taux de chômage officiel ne baisse que parce que de très nombreuses personnes sortent des statistiques et deviennent invisibles. D'ailleurs, même la banque centrale américaine a fini par reconnaître ce phénomène.

Il n'y a pas de travail et pas d'emploi uniquement parce que l'on n'a plus besoin de bras dans les mêmes proportions qu'auparavant.

La croissance ne reviendra pas. Mais quand bien même elle reviendrait qu'il s'agirait d'une croissance sans emploi. Or nous ne savons pas faire tourner un pays sans croissance économique et sans emploi.

Or Manu, la différence, l'énorme différence entre un simple homme politique et un grand homme, c'est la capacité à répondre aux ruptures. Ce que nous vivons n'est pas une simple crise passagère et tout ira bien plus tard. Non Manu, cette crise c'est une rupture, un changement radical. Tout ce qui faisait l'économie est en train de disparaître, conséquence de multiples facteurs.

Notre Premier ministre a beau être « content », il ne peut rien faire, pour la simple et bonne raison qu'il faudrait tout changer, radicalement mais personne ne le fera, nous condamnant ainsi à une plus ou moins longue

agonie économique-sociale.

Il est déjà trop tard, préparez-vous.

### [Plan de redressement d'Areva : pas de licenciements en France selon Emmanuel Macron](#)

La question c'est le modèle économique d'Areva qui est désormais dans une impasse stratégique. Aucun pays ne veut acheter de technologie Areva pour le moment, et ce n'est pas l'exemple de l'EPR en Finlande qui va inciter les acheteurs potentiels.

Macron va donc pousser à la constitution d'une filière intégrée avec Areva qui devrait finir par passer sous le giron d'EDF, **ce qui revient à dire que le consommateur français va payer les pertes d'Areva via les factures EDF qui devraient donc encore et encore monter.**

**[Jusqu'où peut-on aller avant que les lumières ne s'éteignent? Ce sont des infrastructures géantes (comme au Québec) où il faut une masse critique de consommateurs qui payent les factures.]**

Cela dit, il est vrai que le savoir-faire, pour Areva, c'est essentiel et que beaucoup des problèmes actuels peuvent s'expliquer justement par la perte de savoir-faire et de techniques car cela faisait quelques décennies qu'Areva n'avait construit aucun réacteur et mené aucun grand projet...

*Charles SANNAT*

### [Chine : baisse des prix des logements neufs en avril](#)

Ce n'est pas une preuve du grand dynamisme de la croissance chinoise. Encore une de plus. Mais personne ne sera étonné.

*Charles SANNAT*

BEIJING, 18 mai (Xinhua) – Le marché immobilier chinois est resté faible, les prix des logements neufs ayant enregistré une baisse mensuelle en avril dans la plupart des villes sondées.

Parmi les 70 moyennes et grandes villes sondées, 48 villes ont enregistré une baisse des prix des logements neufs en avril par rapport au mois précédent, selon les données publiées lundi par le Bureau d'État des statistiques (BES).

Les prix des logements neufs sont restés inchangés à Shenyang, Jinan et

Changsha, tandis que ceux dans dix-huit villes dont Beijing, Shanghai, Guangzhou et Shenzhen ont augmenté depuis mars, selon les données du BES.

En ce qui concerne les logements anciens, 34 villes ont connu en avril un recul des prix en glissement mensuel, huit villes ont signalé des prix inchangés et 28 villes ont affiché une hausse des prix, soit 16 villes de plus par rapport au mois précédent.

Selon les calculs du BES, les prix en moyenne dans les villes de première catégorie ont augmenté en avril de 1 % en base mensuelle, alors que ceux dans les villes de deuxième et de troisième catégories ont reculé respectivement de 0,1 % et de 0,3 %.

## [L'Iran revient sur le marché pétrolier européen](#)

Sputniknews 18.05.2015

**L'Iran est prêt à reprendre les fournitures de pétrole en Europe à hauteur de 2,5 millions de barils par jour d'ici trois mois, comme avant les sanctions économiques internationales, a déclaré le vice-ministre iranien du Pétrole Rokneddin Javadi.**

Dans le même temps, l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) note que la production pétrolière en Iran a atteint son plus haut niveau depuis l'adoption des sanctions occidentales contre l'industrie pétrolière du pays. Par exemple, en avril 2015, l'Iran a produit en moyenne 2,88 millions de barils soit le plus haut indice depuis juillet 2012, date à laquelle les sanctions avaient été décrétées.

### [Pétrole en mer de Chine: la tension monte entre Pékin et les USA](#)

Le chef du département pour les relations internationales de la Société nationale iranienne du pétrole (NIOC) Mohsen Ghamsari a annoncé que l'Iran était prêt à fournir dès à présent du pétrole brut en Europe, dès que les sanctions occidentales seraient levées.

L'augmentation significative de la production pétrolière en Iran et la perspective du retour de Téhéran sur le marché pétrolier mondial suscitent forcément la préoccupation des géants pétroliers comme l'Arabie saoudite et



les USA.

L'économiste iranien indépendant Manouchehr Takin, qui exerce à Londres, explique: "Aujourd'hui, l'offre sur le marché pétrolier mondial dépasse la demande réelle. C'est pourquoi le cours pétrolier dans l'ensemble a chuté. La légère hausse de 5-6 dollars n'a été constatée que depuis un mois. Il existe une concurrence entre toutes les compagnies et les pays exportateurs de pétrole entre eux. Même les membres de l'Opep, bien qu'ils coopèrent étroitement, sont en réalité concurrents. Et si les sanctions étaient levées, cette concurrence deviendrait bien plus féroce".

### [La production de pétrole et de gaz aux USA cause des séismes majeurs](#)

Les sanctions pétrolières internationales décrétées contre l'Iran en 2012 ont fait chuter ses exportations de pétrole à leur niveau le plus bas depuis 1986. Ces sanctions ont fait perdre à l'Iran entre 35 et 50 milliards de dollars par an — et même 60 milliards selon certaines sources. En janvier 2015, le secrétaire du Conseil de discernement de l'intérêt supérieur du régime de l'Iran Mohsen Rezaï a déclaré que les pertes du secteur pétrolier de l'Iran causées par les sanctions économiques étaient de 100 milliards de dollars en trois ans. Le pétrole représente environ 80% des revenus des exportations et plus de 50% des recettes budgétaires de l'Iran.

Avant les sanctions, les pays de l'UE achetaient à l'Iran en moyenne entre 450 000 et 600 000 barils de pétrole par jour.

Ils importaient jusqu'à 40% du pétrole iranien, qui assurait 20-25% des besoins de l'UE. Les principaux pays consommateurs étaient l'Italie, l'Espagne et la Grèce (environ 68% des fournitures pétrolières en UE). La part du pétrole iranien consommé en Grèce atteignait 35%. Les autres pays de l'UE dépendaient faiblement du pétrole iranien.

Lire la suite: <http://fr.sputniknews.com/international/20150518/1016128803.html#ixzz3aahBQyjt>

## [Comment mettre fin aux cycles économiques... et à la liberté](#)

Chris Powell , Gata 19 mai 2015

Si le commentaire publié ce soir par le London Telegraph peut nous

indiquer quoi que ce soit, c'est que les avocats de l'or ne sont certainement pas aussi paranoïaques que le voudrait leur stéréotype.

Le commentaire, rédigé par Jim Leaviss, de chez M&G Investments, à Londres, explique que les gouvernements pourraient mettre fin aux cycles économiques en éliminant l'argent liquide et le remplaçant par de la monnaie électronique. Selon Leaviss, un programme similaire serait aujourd'hui discuté au Danemark.

Leaviss écrit ceci : « Une fois que la monnaie n'existe plus que sur les comptes en banque – et qu'elle est surveillée ou contrôlée directement par le gouvernement – les autorités se retrouvent en mesure de nous encourager à dépenser plus en période de ralentissement économique, et de dépenser moins lorsque l'économie est en surchauffe. Dans notre monde futuriste, tous les paiements sont faits par carte sans contact, ou au travers d'applications téléphoniques et d'autres moyens électroniques. Les billets et les pièces n'existent plus. Nos comptes courants ne sont plus gérés par des banques, mais par le gouvernement ou une banque centrale. »

Lorsque le gouvernement désire que son peuple épargne, écrit Leaviss, il peut imposer une taxe sur les transactions. Et lorsqu'il désire que son peuple dépense, il peut imposer des taux d'intérêt négatifs, comme l'ont déjà fait certains.

« Pour le moment, il est facile pour les individus d'éviter de voir leur argent érodé ainsi, note Leaviss. Ils peuvent accumuler des billets dans un coffre ou sous leur matelas (*il aurait aussi pu mentionner l'or ici*). Mais si les billets et les pièces étaient abolis et qu'il n'était plus possible d'obtenir de l'argent autrement qu'auprès d'une banque contrôlée par le gouvernement, il n'y aurait plus aucune échappatoire. »

Plus aucune. Les transactions financières de tout un chacun seraient contrôlées et enregistrées, les finances des individus seraient vulnérables à tout moment, et la liberté et la confidentialité seraient abolies.

Le fait que le gouvernement ne doive jamais obtenir un tel pouvoir a été le principe premier du développement politique des peuples anglophones depuis des centaines d'années, depuis Runnymede-by-the-Thames jusqu'au

Hall de l'indépendance de Philadelphie. Mais la nostalgie pour le Politburo soviétique et la Gestapo nazie est célébrée dans un grand journal conservateur britannique. God save the Queen... et le reste d'entre nous aussi.

Le commentaire de Leaviss est intitulé « How to End Boom and Bust: Make Cash Illegal », et est disponible ici :

<http://www.telegraph.co.uk/finance/personalfi...1602399/Ban-...>